Nations Unies

S/PV.7748



Conseil de sécurité

Soixante et onzième année

Provisoire

7748e séance

Mercredi 27 juillet 2016, à 10 heures
New York

Président :	M. Bessho	(Japon)
Membres :	Angola	M. Lucas
	Chine	M. Wu Haitao
	Égypte	M. Moustafa
	Espagne	M. González de Linares Palou
	États-Unis d'Amérique	Mme Power
	Fédération de Russie	M. Safronkov
	France	M. Lamek
	Malaisie	Mme Adnin
	Nouvelle-Zélande	M. Taula
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Rycroft
	Sénégal	M. Seck
	Ukraine	M. Vitrenko
	Uruguay	M. Bermúdez
	Venezuela (République bolivarienne du)	M. Ramírez Carreño

Ordre du jour

Paix et sécurité en Afrique

16-23737 (F)





La séance est ouverte à 10 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Paix et sécurité en Afrique

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnes suivantes, qui vont présenter des exposés, à participer à la présente séance : M. Jeffrey Feltman, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, et M. Stephen O'Brien, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne maintenant la parole à M. Feltman.

M. Feltman (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je vous remercie de me donner la possibilité de présenter un exposé au Conseil sur la situation dans la région du bassin du lac Tchad.

Les attaques perpétrées par Boko Haram se poursuivent, principalement dans le nord-est du Nigéria et le sud du Niger, et dans une moindre mesure dans le nord du Cameroun et dans la région du lac Tchad. Les terroristes persistent à prendre pour cible des civils innocents, utilisant souvent de jeunes enfants. En dépit des efforts louables déployés au niveau régional, le groupe continue de menacer la stabilité de la région, comme l'illustre l'attaque menée le 3 juin contre une base militaire dans la ville de Bosso, dans le sud-est du Niger.

Les pays du bassin du lac Tchad se trouvent face à une grave crise humanitaire. Un grand nombre de réfugiés et de personnes déplacées accentuent la pression sur des communautés d'accueil qui connaissent déjà l'insécurité alimentaire. Le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, Stephen O'Brien, fera un exposé sur les problèmes humanitaires.

L'ONU a reçu des informations faisant état d'une augmentation du nombre d'incidents de violence sexuelle et sexiste parmi les personnes déplacées. Au Nigéria, le Groupe de travail sur la protection, qui est composé du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et de la Commission nationale des droits de l'homme du Nigéria, fait état de viols et de sévices sexuels dans près de la moitié des 26 sites couverts.

Au Cameroun, les allégations de violations des droits de l'homme qu'auraient commises les forces de sécurité persistent, visant en particulier des jeunes appartenant à des communautés musulmanes dans le nord. Des groupes d'autodéfense partis à la poursuite de commandos soupçonnés de préparer des attentats suicide ont blessé des civils innocents.

Pour protéger les droits de l'homme, les États concernés doivent établir les responsabilités dans les violations graves commises par les forces nationales et veiller à ce que l'emploi de la force soit pleinement conforme au droit international humanitaire, au droit des droits de l'homme et au droit des réfugiés. Les États doivent adopter des mesures pour protéger les civils et respecter les garanties de procédure régulière en ce qui concerne les personnes arrêtées pour faits en relation avec Boko Haram. Les enfants utilisés par Boko Haram doivent être considérés comme des victimes et traités en conformité avec les normes internationales de la justice pour mineurs. Nous accueillons avec satisfaction la création, par l'armée nigériane, d'un bureau des droits de l'homme chargé d'enquêter sur les allégations de violations des droits de l'homme commises par ses forces, et nous invitons les autres pays touchés à instituer des mécanismes analogues.

La crise provoquée par Boko Haram a fait des ravages dans l'économie de la région. La croissance économique a chuté, avec la baisse des cours du pétrole et d'autres produits de base. La diminution des ressources influe sur la capacité des États de fournir des services sociaux de base et payer les salaires des forces de sécurité et des fonctionnaires.

L'insécurité a perturbé les voies commerciales entre le Tchad et le Nigéria, en interrompant l'approvisionnement en produits de base, ce qui a entraîné une hausse des prix. Le chômage des jeunes a atteint un pic inquiétant, qui permet à Boko Haram de disposer d'un vivier de recrutement. Nous appelons instamment à compléter les opérations militaires par des actions de développement visant notamment à lutter contre les incidences des changements climatiques.

Nous félicitons les pays du bassin du lac Tchad des efforts qu'ils déploient pour combattre Boko Haram. L'offensive régionale à laquelle participent des militaires tchadiens, camerounais, nigériens et nigérians sous l'autorité de la Force multinationale mixte (FMM) a permis de reprendre 80 % des zones qui étaient contrôlées par Boko Haram, de libérer des milliers de captifs et de prévenir des attaques terroristes.

Je suis rentré hier après avoir visité un certain nombre de pays d'Afrique centrale et occidentale. Durant mon déplacement, j'ai rencontré le Président Idriss Deby Itno à N'Djamena et rendu visite au siège de la FMM. La difficulté principale à laquelle la FMM a à faire face reste une grave pénurie de ressources. Le 1er février, la conférence des donateurs de l'Union africaine visait à mobiliser 750 millions de dollars, dont seuls 250 millions ont été promis ; la somme versée a été encore plus faible. La réussite des opérations de la FMM est également tributaire de renseignements disponibles en temps voulu et pouvant donner lieu à une intervention ainsi que de compétences et de matériel spécialisés en matière de lutte antiterroriste, compte tenu de l'évolution des tactiques de Boko Haram.

Jusqu'à présent, les pays du bassin du lac Tchad ont assumé la responsabilité financière de la lutte contre Boko Haram en dépit de leur propre situation de crise économique. Comme me l'a expliqué le Président Deby Itno avec contrariété, ils sont forcés de réorienter les dépenses nationales de la fourniture des services de base vers la sécurité. Les dirigeants du bassin du lac Tchad ont fait part de leur impatience croissante face aux retards accusés par les partenaires internationaux dans la fourniture d'un appui financier à la FMM.

Je félicite le Royaume-Uni de son appui financier à la FMM et salue l'intention de l'Union européenne de consacrer des fonds à l'opérationnalisation de la Force. J'exhorte la communauté internationale à appuyer la FMM en mobilisant l'appui politique, logistique et financier nécessaire.

L'ONU appuie les efforts nationaux et régionaux qui sont déployés pour prévenir et combattre le terrorisme et pour veiller à ce que les responsables d'actes terroristes soient traduits en justice. Toutefois, les opérations de lutte contre le terrorisme doivent respecter l'état de droit et les normes internationales des droits de l'homme. Les commandants de la Force multinationale mixte m'ont assuré que tout était mis en œuvre pour protéger les droits de l'homme, y compris par le déploiement de personnel spécialisé pour suivre les questions en la matière.

Suite à la demande du Conseil d'étendre l'Initiative d'assistance intégrée pour la lutte antiterroriste (Initiative I-ACT) à la région du Groupe de cinq pays du Sahel (G-5 Sahel), l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme collabore étroitement avec le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel en vue d'élaborer l'Initiative I-ACT pour le G-5 Sahel. À cet égard, l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme, accompagnée de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme (DECT) et de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, rencontrera des représentants du G-5 Sahel du 30 août au 1er septembre à Nouakchott en vue de tracer les grandes lignes d'un cadre de renforcement des capacités en matière de lutte contre le terrorisme et de prévention de l'extrémisme violent, prévoyant notamment des projets régionaux concrets.

Le Président du Comité contre le terrorisme se rendra également dans les pays du bassin du lac Tchad en octobre, en compagnie des Représentants spéciaux du Secrétaire général pour l'Afrique centrale et pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, de la DECT, de l'Équipe spéciale et du Représentant spécial de l'Union africaine pour la coopération dans la lutte contre le terrorisme. En Afrique centrale, le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme appuie les efforts déployés par le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale pour mettre en œuvre la stratégie de lutte contre le terrorisme de l'Afrique centrale. Il se réunira avec des partenaires à l'automne pour discuter de projets spécifiques.

Une stratégie militaire, bien qu'essentielle, ne permettra pas de venir à bout de la menace posée par Boko Haram. Les pays touchés doivent s'attaquer non seulement aux conséquences humanitaires, mais aussi aux causes profondes qui ont contribué à l'émergence du groupe, notamment les revendications sociales, économiques et politiques des communautés marginalisées. Les Représentants spéciaux pour l'Afrique centrale et pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel continuent d'encourager les interlocuteurs régionaux à faire face à la crise liée à Boko Haram de manière globale, qui aille au-delà d'une démarche exclusivement axée sur la sécurité. Les pays du bassin du lac Tchad ont besoin de notre appui pour que les opérations militaires soient suivies de mesures de stabilisation et de rétablissement de l'autorité de l'État.

Le deuxième Sommet régional sur la sécurité du bassin du lac Tchad, qui a eu lieu le 14 mai à Abuja, a réaffirmé la nécessité de s'attaquer aux causes profondes de la crise. Entres autres recommandations dignes d'intérêt, le Sommet a encouragé les pays touchés à utiliser les services des chefs communautaires et religieux pour décourager les jeunes influençables de se radicaliser et mener des programmes de déradicalisation. Le Sommet a pris note des conséquences négatives des

changements climatiques, qui érodent les moyens de subsistance de ceux qui dépendent du lac Tchad, en particulier les jeunes. Le Sommet a exhorté les pays concernés et les partenaires à appuyer l'assainissement du lac Tchad dans le cadre d'une stratégie de lutte contre Boko Haram.

L'ONU est prête à aider les pays du bassin du lac Tchad à s'attaquer à la fois aux conséquences et aux causes profondes du problème posé par Boko Haram. Nous encourageons les dirigeants de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest à tenir leur réunion ministérielle conjointe, prévue de longue date, afin d'adopter une stratégie régionale commune face à la crise. L'appui du Conseil de sécurité permettrait de souligner l'urgence de la question.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Feltman de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. O'Brien.

M. O'Brien (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de l'occasion qui m'est donnée d'informer le Conseil de sécurité sur la situation humanitaire dans le bassin du lac Tchad. Je remercie également mon collègue, le Secrétaire général adjoint, M. Jeffrey Feltman, dont j'appuie la déclaration aussi claire qu'éloquente.

La région du bassin du lac Tchad, qui connaît la crise de déplacement de populations en plus forte croissance en Afrique, a besoin d'urgence de notre attention, unifiée et collective. Les actes de violence et de brutalité les plus ignobles, les plus barbares et les plus atroces que l'on puisse imaginer, voire plus, qui sont perpétrés par Boko Haram, entraînent des déplacements de populations forcés à grande échelle, des violations des droits de l'homme, de graves perturbations des modes de subsistance de la population et des besoins humanitaires sans précédent, dans une région déjà profondément vulnérable de manière endémique.

Comme je l'ai constaté lors de mes déplacements dans le nord-est du Nigéria et dans le sud-est du Niger et leurs capitales, il y a tout juste quelques semaines en mai, l'insécurité aiguë a exacerbé la vulnérabilité des communautés dans cette région fragile, région déjà touchée par de graves phénomènes climatiques, les changements climatiques, la désertification qui avance, la dégradation de l'environnement, y compris l'assèchement considérable du lac Tchad lui-même, qui chevauche des frontières impossibles à surveiller entre quatre pays, la croissance démographique la plus élevée du monde et la pauvreté extrême la plus généralisée, la plus chronique et la plus profonde de la planète. La situation dans la région reste précaire pour chaque habitant parmi les millions qui y vivent, et les capacités des autorités nationales et locales sont très insuffisantes pour faire face à la crise actuelle, qui ne cesse de s'aggraver. Les habitants du bassin du lac Tchad ont cruellement besoin de notre aide.

Dans le bassin du lac Tchad, qui couvre des régions du Nigéria, du Niger, du Tchad et du Cameroun, l'ONU estime que plus de 9 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire. Environ 2,8 millions de ces personnes ont été déplacées, fuyant des attaques violentes contre leurs villes et villages, comme Mustafa, grand-père de 52 ans qui vient d'être réinstallé dans un abri de bois et de toile de 2 mètres sur 2, après avoir fui, il y a 11 mois, son village saccagé par des brutes de Boko Haram, qui ont incendié la maison dans laquelle il avait vécu toute sa vie. Il m'a vaillamment montré son fragment de miroir pour me dire qu'il essayait encore d'être le barbier qu'il avait toujours été, mais malgré son stoïcisme, il n'a pu s'empêcher de pleurer, vaincu par la peur, et a imploré notre aide.

Nombre de ces personnes se trouvent dans des camps, où les conditions de vie sont sordides, mais la grande majorité d'entre elles vivent dans des communautés d'accueil, qui sont elles-mêmes parmi les plus pauvres et les plus vulnérables du monde. Ces populations vivent dans la zone du Sahel où sévissent une sécheresse et une insécurité alimentaire chroniques, qui mettent en péril la vie de plus d'un million d'enfants chaque année. Ayant utilisé les semences de la saison prochaine pour nourrir ceux qu'ils ont accueillis, des centaines de milliers de paysans n'ont pu planter leurs cultures trois années d'affilée, ce qui les prive de réserves et de revenus pour vivre.

Les graves perturbations engendrés au niveau des routes commerciales vitales ont plongé quelque 5,2 millions de personnes dans une situation d'insécurité alimentaire aiguë. Les habitants du bassin du lac Tchad sont parmi les plus résistants qui soient. Ils sont habitués à faire face à des situations extrêmes, à utiliser toutes les options possibles pour faire vivre leur famille. Mais, comme nombre de personnes touchées me l'ont dit durant ma visite, cette calamité les pousse à leur limite absolue; ils n'ont jamais rien connu de tel. Personnellement, cela fait 37 ans que je sillonne cette

région et je n'ai jamais été témoin d'autant de peur et de désespoir. Cette situation terrible est nouvelle.

Les enfants sont particulièrement vulnérables, notamment les 1,7 million qui ont été déplacés dans tout le bassin du lac Tchad. Ils risquent d'être enlevés et enrôlés de force par des membres de Boko Haram pour perpétrer des actes de violence, y compris en tant que combattants-suicides. Entre janvier et juin de cette année, plus de 50 enfants ont été contraints de mener des attentats-suicides à la bombe dans les quatre pays concernés. La violence sexiste et l'exploitation sexuelle sont monnaie courante, et les femmes et les filles risquent fortement d'être enlevées pour être contraintes à l'esclavage sexuel.

Le Nigéria est le plus touché par cette crise, malgré les importants efforts entrepris par les autorités fédérales et locales pour faire face à cette catastrophe en plein essor. Sept des neuf millions de personnes dans le besoin dans le bassin du lac Tchad se trouvent au Nigéria. Alors que l'armée nigériane reprend petit à petit le contrôle de plusieurs villes et villages dans l'État de Borno, dans le nord-est du pays autour de Maiduguri, les organismes d'aide ont pu accéder à de nouvelles zones. Ce que nous avons découvert et les besoins que nous avons déterminés dressent un bilan profondément alarmant, même pour ceux d'entre nous qui ont déjà été témoins auparavant de situations humanitaires dramatiques.

Le mois dernier, les autorités nigérianes ont, à juste titre, déclaré une situation d'urgence alimentaire dans l'État de Borno. Les informations provenant directement du terrain indiquent que les communautés affectées vont très bientôt manquer de nourriture. Nous n'avons pas de temps à perdre. La période de soudure, qui expose des millions de personnes au risque de la faim et de la malnutrition chaque année dans la région du bassin du lac Tchad, a déjà commencé. Si nous n'agissons pas maintenant, les souffrances de la population n'en seront que plus extrêmes. Les enfants ne font pas exception. L'UNICEF signale que rien que dans l'État de Borno, 244 000 enfants souffrent actuellenent de malnutrition aiguë sévère. Parmi eux, un enfant sur cinq, ou presque, risque de mourir cette année faute de traitement. Ce qui veut dire que 134 enfants meurent chaque jour d'une cause évitable. Nous devons arrêter cela – et nous pouvons le faire avec de la volonté, de l'argent, de la coordination et la conscience de l'urgence de la situation.

Si la plus grande partie de ceux qui souffrent se trouve essentiellement au Nigéria, tous les pays touchés sont profondément vulnérables. Au Niger, une seule attaque de Boko Haram a fait 70 000 déplacés à Bosso en juin, ce qui a porté le nombre total de personnes déplacées dans la région de Diffa à plus de 160 000. Le Niger est le pays le plus pauvre du monde; et pourtant, même lorsqu'elles vivent pratiquement de rien, les familles de cette région ont quand même accueilli chez elles les déplacés et partagé leurs maigres stocks de vivres et d'eau avec les nouveaux venus, comme j'ai pu l'observer moi-même, partagé entre un sentiment d'humilité totale et d'admiration profonde, lorsque j'ai rendu visite à Fatimah, à Diffa, qui a pris volontairement en charge deux familles, 11 personnes en tout, avec lesquelles elle partage ses stocks de vivres diminuants et sa très modeste demeure.

Les besoins sont extrêmes aussi dans la région du bassin du Lac Tchad, où se trouvent plus de 60 000 personnes déplacées enregistrées et des dizaines de milliers d'autres qui ne le sont pas encore. Dans l'extrême nord du Cameroun, région placée sous état d'urgence et bouclée pour des raisons de sécurité, le nombre de personnes ayant immédiatement besoin d'aide alimentaire a quadruplé depuis juin 2015, pour atteindre aujourd'hui 200 000, et le nombre total de personnes déplacées à l'intérieur du pays a atteint pendant la même période 190 000. Le taux de malnutrition aiguë sévère chez les enfants de moins de 5 ans a dépassé les seuils d'urgence dans les trois pays voisins, comme c'est le cas au Nigéria. Et les trois départements de l'est du Cameroun étaient déjà en état d'insécurité alimentaire en raison de la présence de 250 000 réfugiés ayant fui le conflit violent en République centrafricaine au cours de deux dernières années, et du fait que peu d'entre eux, encore, y retournent.

Les acteurs humanitaires ont renforcé leur assistance malgré les dangers au milieu desquels ils travaillent. Depuis janvier, l'équipe de pays pour l'action humanitaire a pu fournir des services de soins de santé primaires ambulatoires à 2 millions de personnes dans le nord-est du Nigéria, et notamment à près de 91 500 personnes dans plusieurs zones de l'État de Borno, où l'État a rétabli une présence. À la fin du mois de juin, le Programme alimentaire mondial (PAM) avait fourni des aliments d'appoint à 54 000 enfants courant le risque de souffrir de malnutrition, et l'organisation compte fournir une aide alimentaire à 1 million de personnes cette année. Au cours de la première moitié de 2016, 148 000 filles et garçons ont pu bénéficier d'un

soutien psychosocial dans des espaces adaptés aux enfants créés dans les quatre pays touchés. Mais il est clair qu'il faut faire beaucoup plus, tout de suite.

Les organismes humanitaires adoptent une stratégie régionale. La semaine dernière, les équipes de pays pour l'action humanitaire au Cameroun et au Nigéria se sont associées pour acheminer à travers la frontière une aide vitale à la population de Banki, au Nigéria, où près de 20 000 déplacés étaient privés d'aide depuis l'année dernière. Vivres et articles de secours ont été acheminés par route depuis le Cameroun et distribués par le personnel nigérian du PAM, en étroite coopération avec les autorités nationales des deux pays.

Il faut poursuivre ces efforts en urgence et les accompagner d'une aide au développement supplémentaire. Nous devons être prêts à faire fond sur les avancées enregistrées par l'État nigérian dans la reprise de contrôle du territoire, comme le montre la réouverture, dernièrement, de la route menant vers l'est de Maiduguri à Dikwa, que je ne pouvais même pas encore emprunter le 19 mai. Cela est essentiel pour promouvoir les échanges et les activités productrices de revenus le long de cet axe routier vital. Mais nous nous devons d'être clairs – vis-à-vis de nous-mêmes et du Gouvernement nigérian : le problème n'est pas que sécuritaire. Le bassin du Lac Tchad et la violence prolongée engendrée par les terroristes de Boko Haram constituent, pour les millions de personnes qui s'y trouvent prises au piège depuis des années, autant, et même davantage maintenant, une catastrophe humanitaire qu'une priorité sécuritaire. Nous devons agir en conséquence, au sein de la communauté internationale, avec le Gouvernement nigérian.

La protection doit être au cœur de cette intervention humanitaire, en particulier pour les femmes et les enfants, qui courent de graves risques d'être victimes d'exploitation et de sévices. Faute d'aide supplémentaire, les villageois n'ont plus qu'à assurer leur propre défense. Dans la ville de Baga Sola, au Tchad, les villageois ont érigé leur propre point de contrôle pour essayer de repousser de nouvelles attaques. Il ne s'agit de rien de plus qu'une simple corde. Un jeune préposé à cette tâche a dit

> « Nous n'avons pas d'armes, donc si quelqu'un vient avec des explosifs ou pour nous attaquer, nous le retiendrons jusqu'à ce que la police arrive ».

Les pays touchés ont eux-mêmes reconnu ces préoccupations et appelé l'attention sur elles. La semaine dernière, les Gouvernements nigérian, camerounais, tchadien et nigérien ont ouvert un dialogue régional sur la protection et convenu d'une série de mesures globales pour renforcer la protection et répondre aux besoins les plus pressants des réfugiés, des personnes déplacées à l'intérieur des pays et des autres populations touchées. Je félicite les quatre pays de cette énergique initiative, et les exhorte à mettre pleinement en œuvre les engagements pris.

Malgré tous les efforts que font les autorités régionales et les acteurs humanitaires pour étendre leur présence et renforcer une assistance vitale, les moyens mis en oeuvre pour appuyer l'intervention humanitaire dans le nord-est du Nigéria et dans tout le bassin du lac Tchad ne correspondent pas à l'ampleur stupéfiante des besoins. Le Plan d'aide humanitaire de 2016 pour le Nigéria n'est financé qu'à hauteur de 28 %, tandis que ceux qui concernent le Niger, le Cameroun et le Tchad sont également insuffisamment financés. Je signale que le Royaume-Uni a versé 18,5 millions de dollars en aide humanitaire destinée aux habitants des États du bassin du lac Tchad, et en appelle très sérieusement à cet égard aux États Membres pour qu'ils versent leur première contribution – ou accroissent cette contribution – à l'opération humanitaire en cours, au plus vite, et tout de suite.

Au début du mois, à l'initiative de la communauté humanitaire, notamment du Coordonnateur régional des secours humanitaire et des équipes de pays au Nigéria, au Niger, au Cameroun et au Tchad, a été élaboré un plan sur 90 jours soulignant les besoins humanitaires prioritaires. Un appel de fonds collectif a été lancé pour mobiliser 221 millions de dollars entre juillet et la fin de septembre afin de répondre aux besoins vitaux. Je me félicite des généreuses nouvelles annonces de contributions et contributions effectives qui ont été faites suite à la publication de ce plan sur 90 jours. Ces montants s'ajoutent à la sommede 13 millions de dollars accordée au Nigéria par le Fonds central pour les interventions d'urgence (CERF), et que j'ai approuvée à la fin juin, et aux quelque 90 millions de dollars déjà fournis par le CERF aux pays du bassin du lac Tchad depuis l'année dernière. L'ampleur des fonds alloués par le CERF tient du record en termes de montants affectés dans le cadre d'une seule crise, même régionale. Les fonds du CERF sont mis à disposition prestement et rapidement, ce que je juge être tout à fait nécessaire et proportionné. Mais – il faut le noter – ces financements sont destinés

à donner un coup de pouce aux contributions des États Membres, non à s'y substituer.

Je travaille avec mes homologues des organismes humanitaires à des mesures visant à continuer de renforcer rapidement les capacités au niveau du terrain, où c'est le plus nécessaire. Cela implique un déploiement de personnel supplémentaire de l'ONU, la mise en place de centres opérationnels, la mobilisation d'articles de secours et le déploiement d'organisations non gouvernementales internationales, essentiel à notre réponse. Des institutions comme l'UNICEF, le PAM et l'Organisation internationale pour les migrations, ainsi que leurs partenaires dans les organisations non gouvernementales, ont d'ambitieux projets de renforcement dont la mise en œuvre nécessited'urgence des ressources.

Il nous faut de toute urgence appeler davantage l'attention internationale sur cette crise négligée. Je ne cesse depuis des mois de prêcher, dans ce qui ressemble à un désert, pour mettre en lumière la situation critique qui prévaut dans le bassin du lac Tchad. Mon déplacement dans la région en mai s'inscrit dans le cadre de cet effort. La visite qu'a effectuée Mme Power dans la région en avril a été tout aussi essentielle s'agissant de braquer les projecteurs sur cette situation effrayante. Je voudrais aussi saisir cette occasion pour remercier le Gouvernement des États-Unis et la Commission européenne de s'être associés à l'ONU et aux pays touchés pour organiser une manifestation autour de la situation humanitaire dans le bassin du lac Tchad durant la session du Conseil économique et social, il y a un mois. Cela a été également souligné dans le cadre d'une manifestation organisée le 23 mai en marge du Sommet mondial sur l'action humanitaire, qui a fait salle comble.

Nous savons tous que l'intervention humanitaire seule ne suffit pas à permettre aux gens de retrouver le cours de leur vie et leurs moyens de subsistance. Nous devons passer de la fourniture de l'aide à une situation où nous mettrons fin au besoin même de cette aide, conclusion capitale à laquelle est parvenu le Sommet mondial sur l'action humanitaire. Cela signifie que, parallèlement à la fourniture d'une assistance et d'une protection vitales – c'est-à-dire notre travail à nous, acteurs humanitaires –, il nous faut faire un effort concerté avec les acteurs politiques pour remédier aux causes profondes de la violence, comme le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, Jeffrey Feltman, l'a souligné il y a quelques instants. Afin de passer de la fourniture d'une aide à l'élimination des besoins, nous devons travailler avec les partenaires de développement pour nous attaquer aux facteurs de vulnérabilité dans l'ensemble de cette région. Il importe également de tenir compte du fait que les autorités nationales des quatre pays ont investi pour permettre à leur population d'être plus en sécurité, mais elles ne peuvent pas le faire seules. Nous devons les y aider, en travaillant en partenariat avec elles.

Au cours de ma mission, je me suis rendu dans un camp à Konduga, au Nigéria, qui accueille environ 1 600 personnes déplacées. J'y ai rencontré un groupe de femmes et d'hommes déplacés qui avaient fui Bama, situé à quelque 35 kilomètres de là. Alors que nous étions assis par terre, Aissa, Amina, Fatmata, Bukar, qui avaient tous dû fuir Bama, ont décrit de manière saisissante en quoi le fait de s'aventurer en dehors du camp pour aller chercher du bois à brûler les exposait au risque d'une agression ou d'un enlèvement par Boko Haram, et comment ils continuaient de vivre la peur au ventre. Ils m'ont également dit être inquiets pour leurs enfants, qui ne mangent pas assez et ne vont plus à l'école.

Ces personnes déplacées que j'ai rencontrées, et tant d'autres personnes touchées par cette crise, ont cruellement besoin d'aide et de protection. Dans le camp, j'ai pu voir non seulement la souffrance, mais également l'aspiration de tant de personnes et de familles à un avenir meilleur ou, devrais-dire peut-être, pour être plus exact, à un avenir tout court. Elles comptent sur l'ONU, sur le Conseil de sécurité, sur chacun d'entre nous, pour que nous les aidions sans tarder. Il nous est possible d'être utiles, et faire ce qui est juste pour ceux de nos semblables qui ont le plus besoin de nous exige de la détermination, de la décision et la volonté de leur en donner – par des ressources bien réelles – les moyens. J'exhorte aujourd'hui le Conseil à ne pas manquer à son devoir envers la population du bassin du lac Tchad et des environs.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. O'Brien de son exposé. Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil.

M. Rycroft (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir accepté d'organiser la présente séance à notre demande. Je remercie également M. Feltman et M. O'Brien de leurs exposés très utiles d'aujourd'hui.

Je commencerai en reprenant les mots poignants qu'a employés Stefan Heunis, photographe travaillant

pour l'Agence France-Presse, durant sa visite d'un camp de personnes déplacées sis près de Maiduguri, au Nigéria. Voici ce que Stefan écrivait ce matin sur son blogue :

> « Le camp abrite maintenant près de 16 000 personnes et leur nombre n'arrête pas d'augmenter chaque jour. On peut pratiquement palper le désespoir : il n'y a rien à manger, guère d'horizons et pas d'ombre. Les mouches, qui cherchent l'humidité dans cette chaleur sèche, ne cessent d'agacer les yeux et la bouche d'enfants et de femmes trop faibles pour les chasser. Ce qui me frappe le plus, dans la malnutrition aiguë sévère, c'est l'effet de déformation qu'elle provoque – la tête prend des proportions beaucoup plus grandes par rapport au corps – et l'évolution anguleuse du squelette. Les os commencent à ressortir sous la peau, à la percer. »

Ce cauchemar humanitaire est une conséquence directe de Boko Haram. C'est un groupe que nous connaissons tous bien. Nous avons tous appelé à l'unisson au retour des jeunes femmes de Chibok. Nous avons tous exigé : « Ramenez nos filles! » Mais, plus de deux ans plus tard, pouvons-nous encore dire que nous avons vraiment continué de nous y intéresser? Aujourd'hui, nous avons l'occasion d'accorder à cette crise une attention qui n'a que trop tardé.

Le sort tragique de la population du bassin du lac Tchad est presque incompréhensible. En raison de l'anarchie créée par Boko Haram, des millions de personnes, dans la région, ont maintenant besoin d'une aide humanitaire d'urgence. Environ 800 000 personnes sont au bord de la famine et, pour un grand nombre d'entre elles, je crains qu'il soit simplement trop tard. Il y a tant d'enfants, parmi cette population dans le besoin. Comme Stephen l'a dit, l'UNICEF estime à environ 250 000 le nombre d'enfants qui souffrent actuellement de malnutrition aiguë sévère dans l'État de Borno. Près d'un enfant sur cinq mourra faute de soins urgents. Nous devons donc agir vite et je vous remercie une nouvelle fois, Monsieur le Président, d'avoir convoqué la présente séance aussi rapidement. Je vois, pour les moments qui vont suivre, trois priorités.

Premièrement, l'ONU doit montrer fermement et clairement la voie dans la coordination des efforts internationaux, compte tenu en particulier des conditions difficiles sur le terrain et de l'instabilité persistante. Nous appuyons énergiquement le travail déjà réalisé par l'ONU, notamment en vue d'appeler l'attention de la communauté internationale sur le sort tragique de ces populations. Mais il est également impératif que la communauté internationale et les gouvernements des pays de la région redoublent d'efforts pour appuyer l'ONU afin qu'ensemble, nous soyons en mesure d'intensifier notablement la fourniture de l'aide nécessaire d'urgence. Cela signifie que nous devons mettre la main à la poche.

Le Royaume-Uni a été l'un des premiers donateurs à faire face à cette crise, et je remercie Stephen d'en avoir pris acte. En 2015, nous avons apporté une aide humanitaire de 32 millions de dollars au Niger, au Tchad et dans le nord du Cameroun et, cette année, nous avons déjà fourni 34 millions de dollars supplémentaires. Au Nigéria, nous avons fourni près de 11 millions de dollars pour venir en aide à la population touchée par le conflit dans le nord-est du pays et nous apporterons une autre contribution de 42 millions de dollars au cours des trois prochaines années. Nous essayons de voir actuellement où nous pourrions faire plus, et j'espère que d'autres autour de cette table feront de même. Nous attendons de l'ONU qu'elle nous fournisse davantage de précisions sur les besoins prioritaires dans la région et la façon dont nous pouvons appuyer au mieux les projets qu'on y fait pour y répondre. Mais nous savons que ce n'est pas simplement une question d'argent, et nous appuyons donc fermement le déploiement de membres supplémentaires du personnel de l'ONU dans la région, en particulier ceux qui ont l'expérience requise pour faire face à des crises humanitaires prolongées aussi complexes.

Ma deuxième remarque a trait à la protection, qui doit être au cœur de notre lutte contre cette crise. Dans le bassin du lac Tchad, tant de personnes ont souffert aux mains de Boko Haram, au point de fuir leur ville ou leur village, qu'il est absolument vital que les personnes déplacées ne soient réinstallées chez elles que lorsqu'elles pourront le faire en toute sécurité. Nous encourageons tous les acteurs à travailler ensemble pour signaler les violations dont sont victimes les personnes déplacées, les réfugiés et d'autres groupes vulnérables, en atténuer les conséquences et les combattre. Nous appuyons le travail réalisé à cet égard par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et les gouvernements des pays de la région.

Troisièmement et pour finir, s'il est d'une importance vitale que nous traitions rapidement les symptômes de cette crise, nous devons également en aborder les causes profondes. Cela signifie qu'il faut mettre fin au conflit. Vaincre Boko Haram dans l'ensemble de la région implique une action d'ensemble,

au niveau de la stabilisation, de la lutte contre les discours extrémistes et du traitement des causes profondes de l'instabilité, y compris du développement économique et politique. Il faut agir globalement en accordant une place centrale à la protection et à l'autonomisation des femmes, en luttant contre la misogynie et l'oppression qui sont si enracinées dans l'extrémisme violent. Et ce, en offrant quelque chose que les extrémistes ne pourront jamais proposer : l'état de droit. C'est pourquoi il est essentiel que toute mesure prise contre Boko Haram soit pleinement conforme aux normes des droits de l'homme. En définitive, c'est une approche globale que nous devons tous appuyer.

Comme Jeff l'a aimablement souligné, le Royaume-Uni a fourni 6,5 millions de dollars à la Force multinationale mixte et nous apportons également un appui au Nigéria dans le domaine militaire et en matière de renseignement, d'action humanitaire et de développement. J'espère donc que tous les membres du Conseil apporteront leur pierre en s'attaquant à la fois à la crise humanitaire et au fléau qui l'a provoquée. J'attends avec intérêt d'entendre ce que proposent tous ceux qui sont ici présents quant à la façon dont nous pouvons, entre nous, intensifier les efforts.

M. Moustafa (Égypte) (*parle en arabe*) : Les exposés qu'a entendus le Conseil ce matin, de même que celui qui a été présenté en mai dernier sous la présidence égyptienne (voir S/PV.7699), à l'initiative de l'Espagne, sur les problèmes dans la région du Sahel, ont clairement montré le caractère multidimensionnel et interdépendant de la crise dans le Sahel africain et le bassin du lac Tchad.

La région du Sahel africain, notamment le bassin du lac Tchad, doit faire face à de nombreux problèmes étroitement associés et imbriqués : les problématiques liées aux conditions de sécurité dans le nord du Mali, l'instabilité en Libye et le développement du phénomène de la criminalité organisée, en particulier le trafic de drogue et d'armes ainsi que la traite des personnes, en plus de la montée et de la propagation du terrorisme dans la région, notamment les activités du groupe Boko Haram.

En outre, de nouveaux défis, non traditionnels, sont apparus. Je parle des changements climatiques qui ont eu des répercussions sur les modes de vie et la situation socioéconomique dans la région et des problèmes humanitaires, à savoir le déplacement de quelque 4,2 millions de personnes du Sahel et du bassin du lac Tchad et le fait que 2,9 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire de toute urgence, comme l'a indiqué M. O'Brien.

L'Égypte appuie tous les efforts déployés par les pays du bassin du lac Tchad et le Bénin, membres de la Force multinationale mixte (FMM), pour lutter contre Boko Haram. L'Égypte salue le rôle moteur dont ont fait montre les pays de la région pour contrer cette menace. À cet égard, les dernières opérations militaires de la FMM ont affaibli Boko Haram et permis d'arrêter un grand nombre de ses membres. Nous notons avec satisfaction que la Force s'est acquittée de sa mission et qu'elle a mené ses opérations dans le plein respect du droit international humanitaire, du droit international et des droits de l'homme. Cependant, malgré les progrès réalisés par la Force dans le cadre de la lutte contre Boko Haram, elle a toujours besoin du concours de la communauté internationale pour rétablir la sécurité dans le bassin du lac Tchad, comme l'a indiqué le représentant du Royaume-Uni.

L'Égypte encourage tous les partenaires régionaux et internationaux à renforcer leur appui à la FMM, notamment en matière de formation et de renforcement des capacités et en ce qui concerne l'équipement et la logistique. Par ailleurs, l'Égypte invite tous les partenaires à respecter les engagements qu'ils ont contractés à la conférence des donateurs tenue à Addis-Abeba, en février, pour le bénéfice de la Force multinationale mixte, en vue de la création d'un fonds d'affectation spéciale en faveur des forces de l'Union africaine. En ce qui concerne l'appui à la FMM, l'Égypte veillera à ce que le centre régional pour la lutte contre le terrorisme, dont la création a été décidée par la Communauté des États sahélo-sahariens et dont le siège sera au Caire, applique au niveau régional le principe des solutions africaines aux problèmes africains.

Nous sommes profondément préoccupés par la dégradation de la situation humanitaire dans le bassin du lac Tchad et dans le Sahel. Nous soulignons qu'il faut redoubler d'efforts pour régler cette crise humanitaire en accordant la même attention aux aspects humanitaires et politiques. Nous réitérons également notre appel en faveur d'une action globale, comprenant des mesures sur les plans politique, militaire, humanitaire et du développement, en vue de régler les problèmes auxquels sont confrontés les pays du bassin du lac Tchad. Cela est conforme à la position que l'Égypte a toujours adoptée à cet égard, à savoir qu'il faut s'attaquer globalement au terrorisme pour en venir à bout et rétablir la paix en investissant dans les ressources institutionnelles et

humaines de la région. C'est d'ailleurs sur cette question que se penchera demain le Conseil de sécurité, durant le débat ministériel sur la consolidation de la paix en Afrique.

Pour régler la crise humanitaire dans la région, il faut inscrire cette question en tête des priorités de la communauté internationale et jeter la lumière sur l'ampleur et les retombées de cette crise, ainsi que sur les souffrances de la population dans la région. Il importe également d'appeler tous les partenaires internationaux et régionaux à fournir les ressources nécessaires pour atténuer les souffrances de millions de femmes, d'enfants et de déplacés. Nous nous réjouissons, par conséquent, à la perspective de la séance de demain et demandons qu'elle se concentre sur les aspects humanitaires et de développement en vue du rétablissement de la sécurité dans les zones qui ont été reprises à Boko Haram.

Enfin, face à la crise qui frappe le bassin du lac Tchad, il faut faire appel à la solidarité de la communauté internationale et à la coordination des efforts des organismes des Nations Unies, des organisations régionales et sous-régionales et des gouvernements de la région, sur la base des mécanismes de coopération et de coordination. L'Égypte est prête à renforcer sa coopération avec les gouvernements des pays du bassin du lac Tchad par l'entremise de l'Agence égyptienne de partenariat pour le développement, en vue de mettre un terme aux crises interdépendantes que connaît la région.

M. Lucas (Angola) (*parle en anglais*) : Nous voudrions tout d'abord féliciter la délégation du Royaume-Uni d'avoir demandé que soit convoquée la séance d'aujourd'hui. Nous remercions le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, M. Jeffrey Feltman, et le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires M. Stephen O'Brien, de leurs exposés éclairants sur la situation critique qui règne dans le bassin du lac Tchad, région située au cœur de l'Afrique, confrontée à d'énormes défis qui mettent en péril l'existence même du lac Tchad et la survie de millions d'habitants sur ses rives. Nous espérons que la présente séance contribuera à sensibiliser davantage l'opinion publique mondiale et la communauté internationale à ce problème très grave.

La région est confrontée à des défis de trois ordres, bien distincts mais souvent interdépendants – la dégradation de l'environnement due aux changements climatiques et aux activités humaines; les menaces à la sécurité liées à la pauvreté, au chômage, à la radicalisation des jeunes et au terrorisme; et une grave crise humanitaire sur fond de forte croissance démographique, de pauvreté extrême et de crise alimentaire et nutritionnelle.

Les ressources du lac Tchad bénéficient à quelque 20 millions d'habitants, dans quatre pays riverains. Le lac soutient l'économie paysanne des populations locales dont les moyens de subsistance sont aujourd'hui en péril alors que le lac est au bord d'une catastrophe écologique, sa taille n'étant plus qu'une infime fraction de ce qu'elle était. Un ensemble de facteurs tels que l'évolution des tendances climatiques et les activités humaines, à savoir le détournement de grandes quantités d'eau des rivières affluentes, l'irrigation à des fins de production agricole et une demande croissante d'eau, ont une forte incidence sur la baisse du niveau des eaux du lac. Plusieurs initiatives ont été lancées aux niveaux national et régional pour remédier à la réduction des ressources en eau du lac et pour inverser la tendance, qui aboutirait à sa disparition. Ces initiatives attestent de la vive préoccupation des populations, des gouvernements et de la communauté internationale face à la situation actuelle.

La Commission du bassin du lac Tchad, initiative d'origine régionale visant, entre autres, à réguler et contrôler les différentes utilisations de l'eau et des autres ressources naturelles du bassin, est relativement active et a abouti à quelques résultats, mais elle n'a pas réussi à améliorer visiblement la situation en ce qui concerne la reconstitution du lac. La Commission du bassin du lac Tchad a mis en place un projet de reconstitution du lac pour en enrayer l'assèchement, grâce au transfert de 900 mètres cubes par seconde d'eau de la rivière Oubangui par le biais d'un canal navigable venant du bassin du fleuve Congo, en vue de remédier à la tendance de dégradation des terres et de l'eau et de régénérer l'écosystème du lac. Parce que c'est un projet ambitieux, il est susceptible de changer radicalement la situation actuelle dans le bassin, ainsi que les vies de ses populations.

Les pays de la région doivent prendre leurs responsabilités irrévocables et renforcer leur volonté politique afin de mobiliser la communauté internationale, laquelle doit envisager sérieusement d'accorder un appui tangible à ce projet, d'autant que la situation actuelle, si elle n'est pas inversée rapidement, pourrait devenir un nouveau foyer de crise et de conflit et faire peser une menace réelle sur la paix et la sécurité régionales et internationales. En bref, le bassin du lac Tchad n'est plus en mesure d'assurer les besoins vitaux des populations

qui vivent sur ses rives, et cette situation est à l'origine d'une situation menaçante sur le plan de la sécurité ainsi que de la crise humanitaire actuelle.

La sécurité dans le bassin du lac Tchad se dégrade de façon continue depuis quelques années, sur fond d'amenuisement des ressources. La pauvreté et le chômage constituent un terreau fertile pour la radicalisation de la jeunesse comme pour l'extrémisme violent, et un réservoir de recrues consentantes pour le terrorisme. La rébellion de Boko Haram, qui dure depuis sept ans et s'est propagée du Nigéria au Tchad, au Niger et au Cameroun, a poussé les pays riverains du lac Tchad à unir leurs forces au sein de la Force multinationale mixte, car ils savent qu'une démarche régionale fondée sur la collaboration et la coopération sera la plus efficace pour priver les terroristes de toute zone de repli, tout en permettant aux pays concernés de renforcer leurs capacités militaires pour combattre Boko Haram et en triompher. La Force multinationale mixte a été entérinée par l'Union africaine en janvier 2015, et le Conseil de sécurité a salué les pays du bassin du lac Tchad, ainsi que le Bénin, pour leurs efforts visant à rendre la Force opérationnelle.

En dépit des progrès accomplis dans la lutte contre Boko Haram, les terroristes sont toujours actifs dans la région, où ils intensifient leurs attaques asymétriques et continuent de faire régner la terreur, la mort et la destruction. Il est impératif que la communauté internationale aide la Force multinationale mixte et les pays de la région à consolider les acquis engrangés jusqu'ici dans le cadre de la lutte contre le terrorisme dans la région.

L'insécurité alimentaire et la pauvreté récurrentes qui sévissent dans la région exigent un effort concerté pour porter assistance aux plus vulnérables, empêcher la famine et la malnutrition à grande échelle et faire en sorte que les communautés en détresse puissent se relever. Bien que les gouvernements de la région déploient des efforts, avec l'appui de la communauté internationale, pour venir à bout des difficultés humanitaires, l'ampleur même de la crise, sa complexité et le risque qu'elle s'aggrave davantage nécessitent d'agir avec un sentiment d'urgence renouvelé.

D'après le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le nombre de personnes déplacées dans les zones les plus touchées est passé de 1,6 million à 2,4 millions, tandis que l'insécurité alimentaire et la malnutrition se sont rapidement aggravées. Les femmes et les enfants composent la majorité des déplacés alors que se poursuivent les attaques de Boko Haram et que les opérations militaires s'intensifient. Plus que jamais, la communauté humanitaire est appelée à apporter protection et assistance aux personnes déplacées par le conflit, ainsi qu'aux communautés qui les accueillent.

Pour terminer, il est crucial que les États membres de la Commission du bassin du lac Tchad continuent d'unir leurs efforts pour relever les multiples défis auxquels la région est confrontée. L'Angola appuie sans réserve les efforts régionaux et internationaux visant à réhabiliter le lac Tchad et à donner un nouvel espoir à des populations en très grande détresse, ainsi qu'à soutenir la lutte contre le terrorisme jusqu'à ce que Boko Haram soit vaincu et que l'aide humanitaire parvienne jusqu'aux millions de personnes de la région du bassin du lac Tchad qui en ont un besoin désespéré.

M. Lamek (France) : Je remercie moi aussi Stephen O'Brien et Jeffrey Feltman de leurs exposés sur cette question qui est si importante pour nous tous. Les témoignages de M. O'Brien sur la situation dans la région du lac Tchad, dans les zones affectées par Boko Haram, sont effrayants. Les populations vulnérables, dont les enfants, les jeunes filles et les femmes, sont particulièrement visées par ces actes abjects. Nous restons évidemment très préoccupés par la dégradation de la situation humanitaire dans ces pays. Il nous faut répondre à la détresse des populations en mettant tout en œuvre pour que l'aide humanitaire leur parvienne. Les besoins sont immenses alors que les conditions de travail des acteurs humanitaires demeurent particulièrement difficiles, et que Boko Haram, malgré les progrès réalisés, est loin, très loin d'être vaincu. J'en profite pour saluer le courage et l'engagement des acteurs humanitaires qui travaillent dans ces conditions.

Les conséquences humanitaires de l'action de Boko Haram sont significatives et ont été rappelées tout à l'heure par Stephen O'Brien, mais les chiffres sont alarmants puisque la menace touche près de 20 millions de personnes; il y a aujourd'hui trois fois plus de personnes déplacées qu'il y a deux ans. Il s'agit de la crise de déplacement de population en plus forte croissance en Afrique. Les populations touchées par cette crise ont besoin d'une aide urgente en nourriture, en eau potable, en abris, en soins de santé, en protection et en éducation. Stephen O'Brien nous a dit tout à l'heure que 5 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire mais, rien que dans l'État de Borno, presque un demi-million sont considérées comme étant en phase d'urgence, c'est-à-dire proches

de la famine. Selon l'UNICEF, 50 000 enfants seraient susceptibles de mourir de malnutrition s'ils ne reçoivent pas de traitement.

Nous avons donc, bien sûr, le devoir de les aider. Mais cela veut dire aussi que Boko Haram doit être combattu, et avec la plus grande fermeté. Les pays de la région du lac Tchad ont pris l'initiative d'unir leurs efforts dans le cadre d'une Force multinationale mixte, et nous saluons cette approche. Nous soutenons cet effort, à la fois militairement et financièrement. La France soutient activement les opérations de lutte contre Boko Haram menées par les pays de la région. Nous apportons du renseignement au profit des pays engagés, un appui logistique au Tchad et au Niger, auxquels nous fournissons des équipements, ainsi que des formations à destination des forces camerounaises. Nous sommes tous alliés dans la lutte contre le terrorisme – contre tous ces criminels –, quelle que soit la forme qu'il prend et où qu'il frappe.

Les opérations militaires en cours contre Boko Haram ont déjà fait la preuve de leur efficacité. Boko Haram ne contrôle plus, aujourd'hui, de territoires et s'est replié sur ses zones refuges. Il s'agit de succès importants qui doivent beaucoup à l'action des forces militaires du Tchad et du Nigéria. De nombreux soldats de ces armées ont déjà payé le prix du sang dans cette offensive régionale et la France leur rend un respectueux hommage. La lutte contre Boko Haram est loin d'être terminée. L'offensive des pays de la région va se poursuivre, et il est de notre devoir de la soutenir.

Il est tout aussi essentiel que la lutte contre Boko Haram s'accompagne, sans attendre, de politiques de développement des régions affectées. Sans cela, ce mouvement criminel continuera à prospérer sur la pauvreté et le sentiment d'exclusion dont il se nourrit. La France, là aussi, est engagée, et le Président de la République a lancé une initiative « lac Tchad », mise en place par l'Agence française de développement à l'échelle de la région.

Je voudrais enfin, pour terminer, rappeler que le droit international humanitaire s'applique à toutes les parties. Les Nations Unies et leurs partenaires doivent pouvoir accéder à toutes les personnes dans le besoin, y compris aux personnes déplacées. Nous appelons à un accès immédiat, sécurisé et sans condition aux populations dans le besoin.

M. Seck (Sénégal) : La délégation sénégalaise vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir accédé à la demande de la délégation britannique de tenir cette importante séance d'information publique sur un sujet qui touche une région des plus névralgiques pour l'Afrique, et donc pour le monde. Je remercie les deux intervenants de ce matin, M. Feltman et M. O'Brien, de leurs exposés respectifs et des informations actualisées qu'ils ont bien voulu porter à notre attention.

Le bassin du lac Tchad est une des parties du continent africain où les évolutions caractéristiques du milieu physique ont un impact non seulement sur le quotidien des populations mais aussi sur la sécurité, ainsi que sur la stabilité des pays qui le bordent. Mon pays, le Sénégal, conscient des bienfaits multiples que comporte la gestion concertée des espaces naturels partagés, notamment les cours d'eau et bassins, a fait de la coopération interétatique autour de l'eau un des axes fondamentaux de sa politique extérieure. C'est dans cet esprit qu'il a lancé une initiative « eau, paix, sécurité » qu'il entend promouvoir internationalement, y compris au sein du Conseil de sécurité. La séance de ce jour nous conforte quant à la pertinence d'une telle démarche.

De manière structurelle, les populations du bassin du lac Tchad sont menacées par le rétrécissement drastique de la superficie du lac, par la sécheresse, la désertification et les changements climatiques, ainsi que par la surexploitation des ressources naturelles. Ces phénomènes ont accru la vulnérabilité des populations et exacerbé les conflits sociaux portant sur l'accès, l'utilisation et le partage des ressources du bassin du lac Tchad. Une telle situation dramatique fait de la zone un terreau fertile à la pénétration et à l'action extrémiste et violente de groupes terroristes, à commencer par le tristement célèbre Boko Haram. À cet égard, ma délégation reconnaît et soutient les efforts de coopération que mènent les pays membres de la Commission du bassin du lac Tchad pour relever de concert les défis aussi bien structurels que conjoncturels qui se posent à eux, ajoutés à l'insécurité galopante ainsi qu'aux menaces et contraintes nouvelles dues aux attaques récurrentes et aux enlèvements perpétrés par Boko Haram.

Cette riposte concertée des pays de la zone, avec l'appui de l'Union africaine, d'autres organisations sous-régionales et de la communauté internationale, commence à porter ses fruits, notamment avec les succès militaires probants obtenus par la Force multinationale mixte. Mais les pays de la zone ont besoin de davantage d'appui logistique, financier et même humain, y compris dans le domaine du renseignement, pour pouvoir faire plus efficacement face aux nombreux défis qui les

assaillent dans les domaines sécuritaire, humanitaire et du développement durable.

Le nombre de déplacés dans le bassin du lac Tchad a atteint 2,4 millions de personnes, selon le dernier rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des Nations Unies pour l’Afrique de l’Ouest et le Sahel (S/2016/566). Ces déplacés, constitués en majorité de femmes et d’enfants, sont exposés à tous les risques, y compris l’exploitation et les mauvais traitements. C’est pourquoi, en parallèle à l’action militaire, une réponse humanitaire adéquate doit être apportée, face aux nombreux défis. On peut citer, parmi les défis qui se posent, les mouvements de population du fait de la crise sécuritaire, les besoins spécifiques de protection des personnes réfugiées et déplacées qui se comptent par millions, l’insécurité alimentaire et les conditions proches de la famine qui sévissent dans la région du Sahel et certaines zones épicentres de la menace sécuritaire causée par Boko Haram.

C’est dans ce sens que ma délégation voudrait saluer les diverses actions qui sont menées en réponse aux besoins humanitaires criants des populations, rappelant l’indispensable harmonisation des différentes initiatives et la concertation permanente entre les différents acteurs en la matière. De ce point de vue, ma délégation se réjouit du dialogue régional sur la protection qui s’est tenu à Abuja, du 6 au 8 juin, à l’issue duquel les participants représentant les Gouvernements du Cameroun, du Tchad, du Niger et du Nigéria, avec les partenaires internationaux et de nombreuses organisations non gouvernementales ont convenu de mesures visant à apporter plus de protection et d’assistance aux populations du bassin du lac Tchad. Nous nous félicitons également de l’accord tripartite relatif au rapatriement volontaire des réfugiés nigérians au Cameroun, paraphé le 9 juin entre les Gouvernements camerounais et nigérian et le représentant régional du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, et qui mérite d’être salué.

Ma délégation voudrait souligner les défis du financement, en appelant à davantage de mobilisation pour combler le fossé qui reste considérable, avec seulement 22 % des fonds nécessaires reçus. C’est pourquoi, ma délégation se fait l’écho de l’appel lancé par les deux intervenants de ce matin, mais également par notre collègue du Royaume-Uni pour que les 250 millions de dollars annoncés en faveur de la Force multinationale mixte soient vite déboursés, mais aussi et surtout pour que davantage soit fait pour boucler le budget de 723 millions déterminé par les pays de la sous-région.

Mme Power (États-Unis d’Amérique) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d’avoir convoqué la séance d’aujourd’hui sur la crise persistante et de plus en plus urgente qui sévit dans le bassin du lac Tchad, qui, comme d’autres l’ont dit, mérite une plus grande attention de la part du Conseil de sécurité et de la communauté internationale dans son ensemble. Je remercie le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, M. Jeffrey Feltman, et le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d’urgence, M. Stephen O’Brien, de leurs exposés et des efforts qu’ils déploient, avec leurs équipes, pour s’attaquer aux graves problèmes humanitaires et de sécurité qui se posent. M. O’Brien connaît la région mieux que quiconque, lui qui a consacré sa vie aux habitants de cette zone, et je crois que son engagement personnel est à la fois grandement apprécié et profondément émouvant.

En avril, à la demande du Président Obama, j’ai conduit une délégation du Gouvernement des États-Unis qui s’est rendue au Cameroun, au Tchad et au Nigéria pour rencontrer directement ceux qui sont à la pointe des efforts pour lutter contre Boko Haram et remédier à la catastrophe humanitaire qu’il a créée, ainsi bien entendu que pour entendre les communautés directement touchées par la violence effroyable de ce groupe. Notre délégation comprenait des représentants de divers organismes militaires, humanitaires, politiques et économiques des États-Unis, signe que nous comprenons bien à quel point une approche globale est indispensable pour vaincre durablement Boko Haram et faire en sorte qu’un autre groupe du même acabit n’émerge pas à sa place.

Dans le cadre de ce voyage, nous nous sommes rendus dans plusieurs camps de réfugiés et de personnes déplacées du fait de Boko Haram. Pratiquement toutes les personnes que nous avons rencontrées avaient une histoire terrifiante à raconter, ayant vu leurs maisons pillées et incendiées, des hommes et des garçons massacrés sous leurs yeux ou des femmes et des filles violées et enlevées. Une jeune fille âgée de 14 ans que j’ai rencontrée dans un camp au Cameroun m’a raconté que lorsque Boko Haram est arrivé dans son village, l’un des combattants lui avait dit « Soit tu m’épouses et deviens mon esclave, soit je te tue ainsi que le reste de ta famille ». Elle est donc devenue une esclave afin que sa famille ait la vie sauve. Qu’on imagine un enfant forcé de prendre une telle décision! La fillette

a finalement réussi à échapper à ses geôliers, mais elle portera à jamais les stigmates et, plus pervers encore, la culpabilité du traumatisme qu'elle a subi.

Nous le savons tous, les atrocités de ce genre se poursuivent. Le 3 juin, par exemple, Boko Haram a attaqué un poste de sécurité au Niger, dans la région de Diffa, tuant 24 membres des forces de sécurité et blessant 111 personnes, d'après les informations. Plus de 50 000 personnes ont été déplacées du fait de cette attaque, la plupart d'entre elles étaient déjà des déplacés ou des réfugiés. Le 29 juin, un jeune garçon se serait fait exploser dans la ville de Djakana, au Cameroun, tuant 11 personnes alors qu'elles étaient réunies pour la rupture du jeûne pendant le ramadan.

Je voudrais brièvement évoquer les efforts humanitaires et en matière de sécurité que nous devons déployer pour vaincre ce groupe monstrueux. Il va sans dire qu'un effort militaire robuste s'impose. Boko Haram ayant démontré sa capacité d'aller et venir à travers les frontières internationales, les gouvernements de la région doivent être capables de coordonner parfaitement leurs efforts pour pourchasser les terroristes à travers ces mêmes frontières. Cela est rarement facile, en règle générale, mais c'est particulièrement ardu dans cette région. Toutefois la Force multinationale mixte (FMM) joue un rôle croissant en vue d'améliorer cette coordination, ainsi que la planification et le partage des renseignements. Ces efforts ont donné lieu à d'importantes avancées ces derniers mois, et ont notamment permis de libérer plusieurs milliers d'otages, de détruire des dizaines de camps terroristes et, cela vaut la peine d'être souligné, de récupérer environ 75 % des territoires dont Boko Haram avait pris le contrôle. Il faut impérativement préserver ces acquis, et cela suppose l'appui de la communauté internationale et de combler toute insuffisance dans la stratégie de sécurité de la région.

Bien que les membres du Conseil de sécurité et les États Membres de l'ONU reconnaissent tous unanimement que Boko Haram représente une menace pour la paix et la sécurité internationales, seuls quelques-uns, malheureusement, soutiennent les pays qui sont en première ligne de cette lutte. Nous saluons l'Union européenne et le Royaume-Uni pour les contributions qu'ils apportent à la FMM. De leur côté, les États-Unis appuient la FMM et les pays qui en sont membres en fournissant des conseillers, du renseignement, un appui logistique, une formation et du matériel militaire non létal pour un total de plus de 71 millions de dollars d'aide, auxquels s'ajoutent 40 millions de dollars, par l'intermédiaire du Fonds de réserve pour la sécurité mondiale, consacrés à la formation et à l'équipement afin d'aider nos partenaires à renforcer la sécurité des frontières. Nous exhortons davantage d'États Membres à intensifier et soutenir cet effort.

Pour être efficaces, ces efforts militaires doivent être déployés dans le respect des droits de l'homme, comme le Conseil l'a souligné avec l'importante adoption de sa déclaration présidentielle S/PRST/2016/7, adoptée en mai sur la lutte contre Boko Haram. Lorsque les forces de sécurité du Gouvernement appréhendent des civils pour rien de plus que des soupçons, qu'elles recourent à la torture pour soutirer des informations, qu'elles appliquent la politique de la terre brûlée ou restent les bras croisés lorsque des groupes d'autodéfense se font justice eux-mêmes ou commettent toute autre exaction en toute impunité, elles s'aliènent précisément les civils dont l'appui et la coopération leur est essentielle pour combattre efficacement Boko Haram.

Alors que nous continuons de renforcer l'effort militaire contre Boko Haram, nous devons également faire davantage pour faire face à la situation humanitaire critique dans la région, et j'insiste sur le mot « critique ». Comme nous l'a dit M. O'Brien, on estime à 2,5 millions le nombre de personnes qui ont été déplacées au sein de leur pays par Boko Haram, tandis que 150 000 autres ont été chassées au-delà des frontières de leur pays. Plus de 90 % des populations déplacées de la région ont été accueillies par des membres de leur famille ou au sein de la communauté, ce qui atteste non seulement de l'immense générosité des habitants de la région mais également de l'énorme poids qui pèse sur leurs épaules. Un garde assurant la sécurité de l'université que j'ai visitée à Yola, au Nigéria, avait accueilli à un moment plus de 50 membres de sa famille élargie, déplacés par la violence. C'est un héros national, et il y a des dizaines de milliers de héros tels que lui dans toute la région. Voici donc tout le mal, le mal véritable que provoque Boko Haram, qui a été le pionnier du vol d'enfants et de l'utilisation de jeunes filles pour les commandos-suicides. Mais, parallèlement à ce mal, nous avons vu un tel altruisme, une telle volonté, incroyables, que je pense que nous, qui avons beaucoup plus de moyens, devrions tous nous inspirer de ces héros pour faire bien davantage.

La situation dans les camps est tout aussi critique, comme nous venons de l'entendre. Médecins sans Frontières (MSF) a été en mesure récemment d'atteindre

la ville de Bama dans l'État de Borno, au Nigéria, que les travailleurs humanitaires avaient été incapables d'atteindre pendant deux ans en raison de l'insécurité. Elle compte quelque 10 000 habitants. MSF s'est rendu compte que 15 % des enfants de cette ville souffraient de malnutrition aiguë sévère, et que près de 1 500 personnes devaient être évacuées. Mais le plus macabre, c'est quand le groupe est arrivé, et qu'il a trouvé 1 233 tombes à proximité du camp, creusées là au cours de l'année écoulée, dont 480 semblaient appartenir à des enfants. Les résidents du camp ont raconté à MSF qu'il y avait eu 40 morts à Bama dans les trois premières semaines de ce mois, morts de famine et de maladies curables. Ce sont là les camps que nous pouvons atteindre. Dans les zones de Borno, au Nigéria, du lac Tchad et de Diffa, au Niger, qui sont inatteignables, on ne peut qu'imaginer l'enfer que cela peut être.

Or, en dépit de l'immensité des besoins, les 535 millions de dollars correspondant aux appels humanitaires lancés en faveur des pays touchés sont, comme on vient de nous le dire, très insuffisamment financés. Au Nigéria, seuls 28 % des fonds correspondant à l'appel lancé ont été fournis; au Cameroun, ce chiffre est de 22 % et au Tchad il n'atteint que 17 %. Nous avons fourni plus de 253 millions de dollars d'aide humanitaire aux pays du bassin du lac Tchad au cours des deux dernières années. Tout comme le Royaume-Uni, nous examinons pour notre part ce que nous pouvons faire, désormais, pour contribuer davantage car la situation l'exige. Davantage de pays doivent apporter leur pierre, immédiatement.

En plus de renforcer ces efforts militaires et humanitaires, nous devons également nous attaquer aux problèmes chroniques qui ont contribué à alimenter, pour commencer, la montée en puissance de Boko Haram, et qui, si l'on n'y fait rien, conduiront à plus d'instabilité et d'insécurité. C'est mon dernier point. C'est un jeu de longue haleine que la lutte contre l'extrémisme violent. Elle passe par un investissement plus important dans l'éducation des jeunes des communautés marginalisées, pour pouvoir leur ouvrir des débouchés qui leur donnent une perspective plus positive que celle que proposent les groupes terroristes qui exploitent la marginalisation. Elle passe par la mise en place d'organes de maintien de l'ordre qui soient réellement comptables de leur action devant les populations au service desquelles ils ont été mis et qui s'emploient à mériter leur confiance. Elle passe par une amplification de la voix des chefs religieux qui condamnent le terrorisme et entendent pratiquer leur foi de façon modérée et pacifique. Elle passe par l'éradication de la corruption endémique qui détourne depuis longtemps les ressources de ceux qui en ont le plus besoin, et l'appui du principe d'institutions sans exclusion, servant tout un chacun plutôt qu'un groupe aux dépens d'un autre. C'est un programme de taille. Et l'un des défis qu'il nous faut relever maintenant consiste à nous attaquer simultanément à ces causes profondes et à ce programme tout en veillant, ici et maintenant, à maintenir en vie les gens qui ont cruellement besoin de notre soutien humanitaire.

J'en arrive à ma conclusion. Il se trouve que la mission que je dirigeais dans la région a coïncidé avec le deuxième anniversaire de l'enlèvement des 276 lycéennes nigérianes de la ville de Chibok. Comme chacun le sait ici, toutes ces jeunes filles sauf une sont toujours portées disparues, et on peut le penser, détenues par Boko Haram. J'ai eu l'occasion de rencontrer huit jeunes filles capturées en cette terrible nuit d'avril 2014 où leur école a été envahie. Transportées comme du bétail sur des camions à plate-forme, elles ont réussi, pour certaines d'entre elles, à s'échapper en s'accrochant aux branches des arbres sous lesquels passaient les camions pour sortir de l'école. D'autres jeunes filles que j'ai rencontrées ont réussi à s'échapper parce que l'un des camions est fort heureusement tombé en panne et qu'un certain nombre d'entre elles ont pu sauter de l'arrière du véhicule. Les jeunes filles que j'ai rencontrées étudiaient à l'Université américaine du Nigéria, à Yola, où elles avaient une bourse d'études. Il s'agit de jeunes filles qui, avant leur enlèvement, n'avaient pas terminé le lycée. Elles suivent maintenant des cours accélérés pour se préparer à la vie qui les attend. Huit jeunes femmes, en plus des 16 autres jeunes filles de Chibok, suivaient des études de premier cycle universitaire, pour exercer toute une gamme de professions. Toutes évoquaient avec ambition et idéalisme des études de médecine, d'ingénierie ou de comptabilité. Toutes avaient en commun quelque chose de très important : elles étaient déterminées à rentrer à Chibok et à contribuer à reconstruire leur communauté. L'une des jeunes femmes m'a dit : « Nous voulons que le monde soit fier de nous ». Songeons à la profondeur de ce groupe de jeunes femmes qui, après avoir été enlevées de leur classe dans une zone dangereuse où elles voulaient juste achever leurs examens, enlevées au cœur de la nuit par Boko Haram, sont maintenant tout aussi déterminées que jamais à retourner dans cette communauté, et veulent simplement que nous soyons tous fiers d'elles. Je ne doute pas qu'elles nous donneront l'occasion de l'être comme tant d'autres jeunes hommes et jeunes femmes du Nigéria, du Cameroun, du Tchad

et du Niger. Si seulement nous voulons leur donner les moyens de le faire.

M. González de Linares Palou (Espagne) (*parle en espagnol*) : Je remercie le Japon et le Royaume-Uni de la convocation de la présente séance d'information, et j'adresse également mes remerciements à Stephen O'Brien, pour le diagnostic dont il nous a fait part après sa visite dans la région, en mai, et surtout, ses recommandations sur la façon d'éviter si possible une catastrophe humanitaire dans la zone. Je remercie le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, Jeffrey Feltman, de son exposé sur les questions de sécurité et, concrètement, les progrès et les défis à attendre encore dans la lutte contre Boko Haram.

Je ne vais pas répéter les données certainement saisissantes que nous venons d'entendre. Je pense que nous sommes tous bien conscients de la gravité extrême de la situation, mais je voudrais seulement, pour ma part, faire deux commentaires liminaires.

Le premier est que les crises humanitaires dans le bassin du lac Tchad se reproduisent déjà si souvent qu'elles sont en train de se transformer en un phénomène chronique. Si ces crises humanitaires ne sont déjà plus ponctuelles, la réponse de la coopération internationale ne doit pas non plus l'être. C'est pourquoi les secours d'urgence humanitaires doivent être conjugués à des actions de développement qui stimulent la résilience de la région.

Le second commentaire porte sur le fait que la crise humanitaire dans le bassin du lac Tchad exige bien entendu une réponse intégrée puisqu'elle résulte de la conjonction d'une série de facteurs : la fragilité de l'autorité de l'État, qui a un contrôle limité du territoire, la pauvreté, les migrations, les changements climatiques, le terrorisme, l'extrémisme violent, entre autres facteurs. J'axerai mes remarques sur trois de ces questions.

La première est l'extrémisme violent. Beaucoup de délégations ont fait référence à la lutte contre Boko Haram, par l'entremise de la Force multinationale mixte. L'Espagne s'associe à ceux qui ont salué les efforts que font le Tchad, le Cameroun, le Niger et le Nigéria à cet égard et se joint également à l'appel visant à resserrer la coopération internationale afin de combattre ce groupe terroriste, et je veux également rappeler l'importance qu'il y a à prendre en considération, dans le cadre de ces opérations, les besoins spécifiques des femmes et des filles en matière de protection. La prestation de services médicaux et psychosociaux aux rescapées et le démantèlement des réseaux de traite dont, bien souvent, elles se retrouvent les victimes, ainsi que la sécurité à l'intérieur et à l'extérieur des camps de déplacés importent au plus haut point. Aux opérations militaires – on l'a déjà dit – doit s'ajouter une autre action tout aussi pertinente, à savoir la lutte contre l'extrémisme violent, qui contribue à alimenter la menace terroriste. Boko Haram autoalimente ses actes par un discours d'opposition frontale à l'éducation, aux droits et aux libertés, en particulier ceux des femmes et des filles. Gagner la bataille de la communication et sensibiliser avant tout les jeunes au danger des groupes terroristes est une tâche à laquelle nous devons encore nous atteler.

Le deuxième point que je voudrais évoquer a trait aux changements climatiques. Au cours de la séance que nous avons tenue sur les problèmes dans la région du Sahel il y a à peine deux mois, sous la présidence égyptienne (voir S/PV.7699), le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Ibn Chambas, a indiqué que les changements climatiques étaient l'un des principaux défis auxquels la région doit faire face. Le lac Tchad est effectivement en train de disparaître, ce qui exacerbe encore les conditions de vie déjà difficiles que connaît la population de la région. Cette situation, qui provoque des déplacements internes et des migrations forcés, est également propice au développement de menaces telles que le terrorisme, la criminalité organisée et l'extrémisme violent. À cet égard, je voudrais rappeler la proposition intéressante faite par le Directeur exécutif, de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme, s'agissant d'analyser si les effets des changements climatiques aggravent la fragilité de certaines populations et s'ils les rendent encore plus vulnérables face à l'extrémisme violent et à l'embrigadement terroriste. Cela nous semble tout à fait opportun dans le cadre géographique dont nous débattons ici, à savoir le bassin du lac Tchad.

Les migrations sont la troisième question que je voudrais aborder. L'une des conséquences du terrorisme de Boko Haram est le drame des déplacements massifs de populations, et de l'apparition subséquente de camps où les besoins en services de base sont énormes. Beaucoup choisissent d'émigrer et deviennent souvent les victimes de réseaux de traite des migrants. Pour se rendre compte de la gravité de ce défi, il suffit de se rappeler les milliers de morts en Méditerranée et dans le désert, ainsi que les liens qui existent entre trafic de migrants et terrorisme.

Pour conclure, je voudrais dire que la séance d'aujourd'hui est un bon exemple du fait que les mécanismes d'alerte rapide fonctionnent correctement. Le Conseil est informé ponctuellement de la situation dans la région et s'est récemment exprimé sur la question à différentes reprises, tout dernièrement à la veille du Sommet sur la sécurité qui s'est tenu à Abuja en mai. Néanmoins, si nous voulons changer le cours des choses, il faudra une plus grande volonté politique de la part de tous. L'alerte rapide ne sert pas à grand-chose si elle n'est pas suivie d'une réaction rapide.

M. Wu Haitao (Chine) (*parle en chinois*) : Je tiens à remercier le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, M. Jeffrey Feltman, et le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, M. Stephen O'Brien, de leurs exposés.

Les pays d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest ont récemment renforcé encore leur coopération en matière de sécurité, et la situation d'ensemble dans la région est stable. Les pays de la région du bassin du lac Tchad et la Force multinationale mixte ont intensifié leur lutte contre le terrorisme et réussi à faire des progrès notables dans ce domaine, ce dont la Chine se félicite. Le problème de la sécurité et la situation humanitaire dans la région demeurent, toutefois, très graves. Les attaques terroristes et les activités criminelles endémiques, telles que les actes de piraterie dans le golfe de Guinée, se sont multipliées et menacent la sécurité et la stabilité de la région.

La communauté internationale doit aider les pays d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest, y compris les pays de la région du bassin du lac Tchad, dans les domaines suivants.

Premièrement, elle peut aider les pays africains dans leurs efforts de lutte contre le terrorisme, qui constituent une composante très importante de cet effort antiterroriste international. La communauté internationale doit soutenir et aider activement les pays de la région à renforcer leurs capacités de lutte contre le terrorisme, en permettant à la Force multinationale mixte de conduire efficacement ses opérations afin d'éliminer les menaces qui pèsent sur les pays, notamment dans le bassin du lac Tchad, en raison des organisations et activités terroristes.

Deuxièmement, il doit y avoir une plus grande coopération avec les organisations régionales et sous-régionales, notamment l'Union africaine et la Commission du bassin du lac Tchad. La communauté internationale doit pleinement respecter le rôle de premier plan joué par les organisations régionales dans le règlement des problèmes de la région et reconnaître les atouts qui leur sont propres. Elle doit également utiliser les missions de bons offices et chercher à créer une action synergique dans la région.

Troisièmement, il faut améliorer le plus rapidement possible l'accès humanitaire à la région. La communauté internationale doit respecter les buts énoncés dans la Charte des Nations Unies et les principes fondamentaux d'humanité, de neutralité et d'impartialité, tels que confirmés par les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, et fournir activement une aide humanitaire aux pays concernés sur la base du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des pays, afin d'atténuer les effets de la pénurie et de l'insécurité alimentaire dont pâtissent les pays de la région.

Quatrièmement, les pays de la région doivent également recevoir une assistance pour pouvoir poursuivre leur développement en s'attaquant aux causes profondes des conflits. La communauté internationale doit également accroître l'assistance financière qu'elle apporte à ces pays sur la base du respect de leur souveraineté nationale, afin qu'ils puissent véritablement renforcer leurs capacités et oeuvrer ainsi à leur développement socioéconomique.

La Chine a toujours activement appuyé l'Afrique dans le renforcement de ses capacités, fidèle à sa politique de sincérité, de bonne foi et d'amitié vis-à-vis de l'Afrique, caractérisée par la primauté accordée à la justice sur les intérêts. Au cours de la présidence chinoise du Conseil, en avril, nous avons pris l'initiative d'organiser un débat public du Conseil de sécurité sur la piraterie dans le golfe de Guinée (voir S/PV.7675), qui a abouti à la déclaration du président publiée sous la cote S/PRST/2016/4, dans laquelle le Conseil propose une réponse positive aux aspirations des pays régionaux en matière de coopération internationale dans la lutte contre la piraterie, et ainsi, un moyen de renforcer le consensus international dans la lutte contre la piraterie dans le golfe de Guinée, moyennant une approche nouvelle de la solution à apporter collectivement à ce problème commun.

La Chine continuera de mettre en oeuvre les conclusions du Sommet de Johannesburg et du Forum sur la coopération sino-africaine et elle est prête à travailler avec la communauté internationale et les pays pour appuyer les pays d'Afrique centrale et d'Afrique

de l'Ouest dans leurs efforts pour connaître une paix durable et une prospérité commune.

M. Vitrenko (Ukraine) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, M. Feltman, et le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, M. O'Brien, de leurs exposés très complets, et remercie par la même occasion la délégation britannique, qui a demandé la tenue de la présente séance.

La situation humanitaire dans la région du bassin du lac Tchad continue de déstabiliser l'ensemble de la région de l'Afrique de l'Ouest. La situation sur le plan de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région est presque catastrophique. La pauvreté extrême, les tensions interethniques et intercommunautaires, les changements climatiques sont autant de facteurs qui contribuent à ce triste état de choses. Les personnes vivant dans des zones d'insécurité continuent de voir se dégrader leurs moyens de subsistance, notamment l'agriculture et la pêche. En outre, la montée de l'extrémisme violent au cours de la dernière décennie a encore compliqué une situation déjà calamiteuse dans la région.

À cet égard, l'Ukraine appuie pleinement toutes les initiatives internationales visant à stabiliser la région. Les efforts que fait cette dernière pour s'attaquer à tous les facteurs clefs de conflit doivent également être fortement encouragés. L'aide humanitaire doit être acheminée partout où elle est le plus nécessaire, en particulier vers les populations les plus vulnérables, notamment les personnes déplacées et les réfugiés, dans les zones d'accueil et les zones inaccessibles aux programmes humanitaires. L'État de Borno, au Nigéria, qui accueille plus d'un million de déplacés, en est l'un des exemples les plus frappants. Cet effort nécessite des fonds importants de la part de la communauté des donateurs internationaux. Malheureusement, comme nous venons de l'entendre, le Plan d'aide humanitaire des Nations Unies pour le bassin du lac Tchad n'est financé qu'à hauteur de 28 % jusqu'à présent. C'est pourquoi nous invitons les donateurs à appuyer les efforts de l'ONU à cet égard.

L'aide internationale ne sera pas efficace si nous ne nous attaquons pas à la menace majeure qui pèse sur la région, à savoir Boko Haram. Comme les intervenants l'ont dit à juste titre aujourd'hui, les activités de Boko Haram sapent les efforts internationaux et régionaux visant à mener de l'avant le relèvement des pays touchés.

Endiguer la menace que fait peser Boko Haram sur les pays du bassin du lac Tchad requiert d'adopter – et de mettre en oeuvre – des programmes nationaux cohérents pour lutter contre l'extrémisme violent. Dans cette optique, nous nous félicitons des résultats du deuxième Sommet régional sur la sécurité, tenu le 14 mai à Abuja et qui a permis de mieux évaluer et préparer la riposte régionale à la menace que représente ce groupe terroriste.

Nous appelons le Secrétariat de l'ONU à appuyer autant que possible ces efforts régionaux, en particulier par l'intermédiaire des bureaux concernés de l'ONU en Afrique, notamment en resserrant la coopération avec la Force multinationale mixte en matière de développement et de renforcement des communications stratégiques entre les services de renseignement et de lutte contre le terrorisme des États touchés.

Nous attendons également avec intérêt la visite que doit effectuer dans les États du bassin du lac Tchad le Comité contre le terrorisme en octobre. À notre avis, cette visite devrait viser avant tout l'élaboration de nouvelles mesures pour renforcer et promouvoir la coopération entre la communauté internationale et la région afin d'aider cette dernière dans sa lutte contre le terrorisme, notamment par la définition d'une stratégie régionale globale pertinente.

Mme Adnin (Malaisie) (*parle en anglais*) : Je me joins aux orateurs précédents pour me féliciter de notre débat d'aujourd'hui consacré à la situation dans le bassin du lac Tchad. Nous pensons, nous aussi, qu'il arrive à point nommé et remercions le Royaume-Uni d'en avoir demandé la tenue. Cette discussion pourrait, à mon avis, aussi servir de prélude au débat plus large sur la consolidation de la paix en Afrique que la présidence a convoqué pour demain.

Je tiens à m'associer à ceux qui ont remercié les Secrétaires généraux adjoints, M. Feltman et M. O'Brien, de leurs exposés, qui nous ont grandement éclairés sur la situation dans cette région. Plusieurs des orateurs qui m'ont précédée ont parlé des défis humanitaires et des menaces à la sécurité auxquels est confrontée la région, ainsi que des réponses possibles de la communauté internationale. Pour contribuer à la discussion, je voudrais axer ma déclaration sur les mêmes sujets, mais aussi sur la question de la protection des enfants dans toute la zone du bassin.

La Malaisie partage les préoccupations exprimées par les membres du Conseil au sujet de la détérioration

de la situation humanitaire et des conditions de sécurité des quelque 50 millions d'habitants de la région du bassin du lac Tchad, située à cheval sur le Tchad, le Cameroun, le Niger et le Nigéria. Sur le plan de la sécurité, ma délégation note que la population civile du bassin est doublement victime, d'abord de l'aggravation de la situation humanitaire due en partie à des facteurs climatiques et humains, ensuite de la menace que font peser les extrémistes violents, en particulier Boko Haram.

Il est clair que Boko Haram a joué un rôle dans l'aggravation d'une situation humanitaire déjà catastrophique dans le bassin du lac Tchad, et nous avons conscience des besoins de la population. Nous appuyons l'appel lancé aux bailleurs de fonds et les invitons à ne pas négliger la région et à soutenir la réponse humanitaire. Le fait que Boko Haram soit toujours en mesure de lancer des attaques de grande envergure et de tendre des embuscades complexes, qu'il maîtrise assez bien l'utilisation d'engins explosifs improvisés et qu'il ait fait allégeance à l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech) est extrêmement inquiétant, d'autant que la situation humanitaire des civils vivant dans la zone du bassin est déjà vulnérable et précaire.

À cet égard, la Malaisie note avec satisfaction que la Force multinationale mixte (FMM), créée l'année dernière par les États membres de la Commission du bassin du lac Tchad et l'Union africaine, est désormais opérationnelle et lutte activement contre Boko Haram. Outre les opérations de la FMM, nous nous félicitons aussi des diverses autres mesures prises par les pays de la région pour prévenir et réduire le nombre d'attaques contre des cibles civiles. Nous saluons aussi l'amélioration de la coordination et de la collecte de renseignements entre les autorités de la FMM, qui a permis d'assurer le succès des opérations préventives.

Il est frappant de noter que pratiquement un auteur d'attentat-suicide sur cinq, au sein de Boko Haram, est un enfant, et que près des trois quarts sont des filles, comme le souligne l'UNICEF dans son dernier rapport. Cela est inqualifiable. Malgré les critiques dont elle fait l'objet, la FMM est un exemple concret de ce qu'une volonté politique et une action militaire concertées, conjuguées à la solidarité régionale, la coopération et la détermination, peuvent permettre de réaliser.

Dans la lutte contre le fléau du terrorisme et de l'extrémisme violent, toutes les parties doivent continuer de se conformer au droit international, notamment au droit international humanitaire et au droit international des droits de l'homme. Nous comprenons parfaitement, cependant, que pour rester opérationnelle, la FMM doit être dotée, de façon prévisible et durable, des moyens dont elle a besoin. Nous appuyons l'appel lancé aux États et aux autres partenaires qui sont en mesure de le faire, notamment ceux de la région, pour qu'ils fassent en sorte de couvrir ces besoins. L'insécurité et l'instabilité qui règnent depuis longtemps dans la région et l'absence de développement socioéconomique ne cessent d'ajouter à la très grande vulnérabilité des populations civiles, en particulier les femmes et les enfants, garçons et filles.

À cet égard, je tiens à souligner la situation déplorable et inacceptable des enfants qui se trouvent entre les mains de Boko Haram. Depuis 2013, au moins 1,3 million d'enfants ont été déracinés ou déplacés, alors qu'ils cherchaient à fuir la violence. Entre autres préjudices majeurs, ils perdent l'accès à l'éducation et aux soins de santé. L'impossibilité d'avoir accès à l'éducation est particulièrement préoccupante. Si rien n'est fait, ce grand nombre de jeunes sans instruction et désoeuvrés formera un réservoir de recrues potentielles, non seulement pour les terroristes, mais aussi pour d'autres groupes criminels armés, ce qui contribuera à perpétuer ainsi le cycle de violence dans une région déjà fragile et instable. Par conséquent, nous insistons sur la nécessité de veiller à ce que tous les enfants, notamment et surtout les enfants déplacés dans les zones touchées, continuent d'aller à l'école.

La Malaisie condamne dans les termes les plus vifs la pratique des terroristes et d'autres parties au conflit dans la région qui consiste à enlever des enfants pour les recruter et les utiliser comme soldats ou comme boucliers humains. Ces pratiques constituent des violations graves contre les enfants, et ceux qui s'en rendent coupables doivent répondre de leurs actes. Ces enfants et les nombreux autres dissimulés dans ses rangs sont les victimes des tactiques inhumaines et impitoyables de Boko Haram. Nous encourageons les autorités de la FMM à fournir une protection spéciale aux enfants associés à Boko Haram. Nous condamnons dans les mêmes termes les enlèvements de femmes et de filles, qui sont ensuite victimes de violences sexuelles et mariées de force, ce qui est tout aussi choquant et inacceptable.

À plus long terme, nous voulons attirer l'attention sur un autre fait préoccupant, à savoir le fait que même après leur libération ou leur séparation de Boko Haram, les enfants ont beaucoup de mal à retrouver une vie normale. Ils sont souvent montrés du doigt au sein de

leur communauté. Nous tenons à souligner que dans ces cas, les enfants doivent être avant tout considérés comme des victimes qui ont besoin d'un traitement et d'un soutien en vue de leur réinsertion ultérieure dans la communauté. Ils ne devraient pas être rejetés ni culpabilisés.

En conclusion, je tiens à réaffirmer que la Malaisie est déterminée à oeuvrer efficacement avec tous les partenaires et les parties prenantes, de façon coordonnée et concertée, pour remédier collectivement à la terrible situation qui règne dans le bassin du lac Tchad.

M. Ramírez Carreño (République bolivarienne du Venezuela) (*parle en espagnol*) : Je voudrais remercier M. Jeffrey Feltman et M. Stephen O'Brien de leurs exposés de ce matin sur la situation humanitaire et les conditions de sécurité dans le bassin du lac Tchad.

Nous restons préoccupés par les conditions de sécurité et par la crise humanitaire que connaît la région depuis plusieurs années maintenant et qui, malgré les avancées enregistrées par les pays de la zone ces derniers mois, continuent de toucher des millions de personnes, à la fois du fait des activités des extrémistes qui utilisent des tactiques effroyables pour semer la peur parmi la population, et du fait de l'accumulation de différents facteurs socioéconomiques qui pèsent depuis longtemps sur les pays de la région. L'insécurité alimentaire, la pauvreté, l'exclusion, la sécheresse, la criminalité transnationale organisée et les affrontements entre populations locales, en plus de la menace que représente le groupe terroriste Boko Haram, responsable de déplacements forcés et d'une grande instabilité, ont entravé le développement normal d'une région dotée d'un énorme potentiel humain et économique.

À cet égard, la République bolivarienne du Venezuela condamne de nouveau très fermement les actes commis par le groupe terroriste Boko Haram dans la région du lac Tchad, qui portent gravement atteinte, depuis quelques années, à la paix et à la sécurité de la population du Cameroun, du Tchad, du Nigéria et du Niger, et exacerbent une situation déjà fragile, au plan humanitaire en particulier.

Il faut absolument condamner les actes commis par ce groupe terroriste, y compris l'enlèvement d'enfants, de jeunes et de femmes ainsi que la destruction d'établissements éducatifs et d'autres infrastructures civiles. À cet égard, nous appuyons et continuerons d'appuyer avec détermination toutes les initiatives du Conseil visant à promouvoir une solution durable à cette menace à la sécurité. La déclaration présidentielle S/PRST/2016/7, adoptée le 13 mai, est la plus récente de ces initiatives, par laquelle le Conseil a réaffirmé une nouvelle fois sa ferme volonté de faire face de manière résolue au terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations.

Nous tenons à exprimer notre solidarité avec les victimes des actes criminels commis par Boko Haram, et nous exigeons la libération immédiate et sans conditions de toutes les personnes enlevées qui sont toujours détenues, y compris les victimes de recrutement forcé.

La catastrophe humanitaire qui frappe la région doit être source de vive préoccupation et appeler une attention immédiate, compte tenu en particulier du nombre considérable de personnes déplacées et de réfugiés qui ont fui leurs foyers pour avoir la vie sauve. D'après les dernières informations en date fournies par des institutions spécialisées des Nations Unies, il y aurait eu, durant l'année écoulée, plus de 70 000 personnes déplacées et près de 7 000 réfugiés. Comme on peut s'y attendre, la situation ne permet pas aux victimes de jouir pleinement d'une vie normale, en paix, et les prive de droits fondamentaux tels que l'accès à des services de base, à l'éducation et à la culture. Elle nuit en outre, à tous les niveaux, à la capacité de riposte de la sous-région et des pays concernés par cette menace.

Au moment où les êtres humains doivent faire face à des défis considérables au plan humanitaire, des crises telle celle que connaît la sous-région du lac Tchad, et que les médias couvrent parfois moins, doivent être clairement traitées par l'ONU et la communauté internationale et appeler une attention accrue. Il est essentiel que les différents secteurs de la communauté internationale qui se sont engagés à fournir des ressources financières dans ce domaine honorent pleinement leurs engagements en vue de s'attaquer aux problèmes humanitaires et à ceux liés au développement et de les régler.

Les efforts menés par les pays de la région pour s'attaquer efficacement à cette situation et faciliter l'accès humanitaire dans des conditions dangereuses sont à saluer, de même que l'action menée par divers organismes des Nations Unies et organisations internationales pour venir en aide et porter secours aux victimes de ces crises. De même, nous saluons les efforts déployés dans le cadre de la Force multinationale mixte par le Nigéria, le Tchad, le Niger et le Cameroun afin de combattre Boko Haram. Nous les félicitons des résultats

qu'ils ont obtenus ces derniers mois et qui ont abouti à une stabilité accrue dans la région. Nous leur souhaitons un succès constant dans les efforts coordonnés qu'ils mènent dans tous les domaines pour lutter contre cette menace à la sécurité.

Le Sommet régional sur la sécurité tenu à Abuja le 14 mai a été une bonne occasion de réaffirmer la volonté politique des acteurs régionaux et internationaux de renforcer une stratégie commune en matière de sécurité visant à limiter la propagation du terrorisme. Nous espérons que les résultats de ce Sommet pourront être reproduits et améliorés à l'avenir.

À cet égard, toutes les solutions apportées pour combattre le fléau du terrorisme doivent être conformes aux buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies, y compris les principes de souveraineté et d'autodétermination des peuples. Dans le cadre des efforts de lutte contre la menace que représente le terrorisme pour la paix et la sécurité internationales, nous considérons que les politiques publiques jouent un rôle essentiel, en tant que moteur de la stabilité sociale. Nous engageons donc les pays de la région du lac Tchad à continuer de s'employer à promouvoir des stratégies publiques inclusives dans les domaines éducatif, économique et politique en vue d'un développement durable. C'est pourquoi il faut renforcer sans tarder les capacités des États à tous les niveaux, y compris aux niveaux régional et local, afin de prévenir et combattre les causes des menaces à la sécurité. Les efforts déployés par les pays de la sous-région doivent bénéficier dans le même temps de l'appui décisif de l'ONU et des organismes des Nations Unies.

Le travail réalisé dans divers domaines par la Commission du bassin du lac Tchad pour faire échec aux actions de Boko Haram est très important et nous considérons que, sous l'impulsion des pays touchés et avec l'appui de la communauté internationale, des stratégies coordonnées doivent être mises en œuvre pour prévenir, combattre et éliminer cette menace à la paix et à la sécurité internationales.

Enfin, la République bolivarienne du Venezuela réaffirme que le terrorisme ne pourra pas être définitivement vaincu par la seule action militaire. Nous devons faire des progrès dans la lutte contre les conditions structurelles de la pauvreté qui favorisent l'apparition et la propagation de la violence. Si nous ne le faisons pas, les victoires militaires sur le champ de bataille ne garantiront pas une paix durable.

M. Bermúdez (Uruguay) (*parle en espagnol*) : Je tiens d'abord à remercier la délégation du Royaume-Uni d'avoir demandé l'organisation de la présente séance consacrée à une question très importante, à savoir la situation dans le bassin du lac Tchad. Je tiens également à remercier le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, M. Feltman, et le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, M. O'Brien, de leurs exposés très détaillés et éclairants.

Il y a à peine plus de deux semaines, le Conseil de sécurité a entendu, dans cette salle, un exposé présenté par M. Mohamed Ibn Chambas, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, sur le dernier rapport en date du Secrétaire général sur les activités du Bureau (S/2016/566) (voir S/PV.7735) durant lequel il a mis l'accent sur la fragilité de la situation humanitaire et des conditions de sécurité dans le bassin du lac Tchad. La brièveté de la déclaration de l'Uruguay sur cette question ne vise en aucun cas à sous-estimer les effets de cette crise car le caractère multidimensionnel de ces problèmes donnerait à l'évidence lieu à un examen beaucoup plus long de cette question.

L'Uruguay aborde les crises dans cette région dans une optique d'ensemble, et considère que la situation actuelle est la somme d'un grand nombre d'éléments convergents qui aggravent davantage les lacunes structurelles existantes. Des conditions de sécurité déplorables, amplifiées principalement par la menace terroriste que fait peser Boko Haram, la pénurie de nourriture et la non-satisfaction des besoins essentiels des populations ont contraint 2,6 millions de personnes à quitter leur foyer, dont 71 718 ont été enregistrées comme personnes déplacées en un peu plus d'un an tandis que 43 193 autres ne seraient pas encore comptabilisées, ce qui menace d'autant la stabilité d'une région déjà fragile.

Nous parlons par conséquent d'environ 2,6 millions de personnes qui ont dû tout abandonner à cause de la crise dans la région, de 2,4 millions de personnes touchées par la violence à laquelle se livre Boko Haram, et de 3,8 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire extrême. Pour l'ensemble de la communauté internationale, ces chiffres peuvent ne pas sembler considérables à l'échelle mondiale. Néanmoins, l'Uruguay compte environ 3,5 millions d'habitants, et cette simple comparaison a sur nous un retentissement important et déconcertant. Nous devons nous demander ce que la communauté internationale peut faire pour

adoucir à tout le moins les crises auxquelles doivent faire face les 21 millions de personnes vivant dans les régions frappées.

Premièrement, nous devons prendre acte du travail réalisé par les institutions spécialisées de l'ONU – le Programme alimentaire mondial, l'UNICEF, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'Organisation mondiale de la Santé, entre autres – ainsi que par le Fonds central pour les interventions d'urgence, qui, dans la limite de leurs capacités, essaient de répondre aux besoins les plus urgents de ces personnes. En outre, le plan d'intervention d'urgence sur 90 jours est un autre outil qui contribuera indiscutablement à améliorer la situation dans la région du bassin du lac Tchad.

Deuxièmement, nous devons nous attaquer aux causes profondes de cette crise : la faim, le manque d'éducation, l'accès à l'eau, l'insécurité et l'absence d'installations médicales, entre autres choses. Nous devons apporter des solutions durables aux populations, qui leur permettront de renforcer leur résilience et de s'adapter face à l'adversité.

En ce qui concerne Boko Haram, il est clair qu'en plus de déformer ou de dénaturer les postulats religieux, il exploite et sème la peur parmi ces populations négligées, mais on a pu également constater que ces actes sont motivés par des intérêts stratégiques dans les zones frontalières situées entre le Nigéria, le Niger, le Tchad et le Cameroun, comme le contrôle du trafic d'armes, la traite des personnes et la contrebande d'ivoire. Nous devons souligner que quand ils n'agissent pas comme des terroristes, les membres de ce groupe agissent comme des criminels ordinaires. Nous devons continuer à lutter contre leur stratégie par tous les moyens dont nous disposons.

L'Uruguay voudrait saluer tous les plans et mesures d'urgence qui sont incontestablement des outils importants pour venir en aide à ces populations. Toutefois, nous devons également continuer à coopérer avec les Gouvernements du Cameroun, du Tchad, du Nigéria et du Niger en matière de renforcement des capacités afin de nous attaquer aux causes profondes qui alimentent ces crises.

M. Safronkov (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, M. Jeffrey Feltman, et le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, M. Stephen O'Brien de leurs exposés détaillés sur la situation militaire, politique et humanitaire dans le bassin du lac Tchad.

Nous sommes particulièrement préoccupés par les activités persistantes de Boko Haram, qui continuent de porter atteinte à la stabilité du Cameroun, du Niger, du Nigéria et du Tchad, et représentent une menace pour de nombreux autres pays du continent. Il ne faut pas oublier que Boko Haram a fait serment d'allégeance à l'État islamique d'Iraq et du Cham, qui s'est enraciné en Libye, où règnent le chaos et une anarchie de facto depuis cinq ans. Compte tenu de ses liens, il devient encore plus urgent de mener une riposte immédiate, cohérente et robuste à la menace terroriste en Afrique. Nous sommes également préoccupés par les nouvelles tactiques ingénieuses de Boko Haram, qui évite les affrontements directs avec les forces armées gouvernementales et lance des attaques contre les civils et les infrastructures civiles, en ayant recours à des commandos suicide et des engins explosifs.

On ne pourra pas améliorer la situation humanitaire et régler le problème des réfugiés et d'autres problèmes liés aux activités terroristes dans la région sans éliminer la menace que représente Boko Haram. Aujourd'hui, cela est clair pour tout le monde et telle doit être notre priorité absolue. Nous prenons note des efforts déployés par la Commission du bassin du lac Tchad et par la Force multinationale mixte créée par les pays membres de la Commission et le Bénin, et nous nous félicitons des résultats obtenus jusqu'à présent. Nous sommes convaincus que ce n'est qu'en conjuguant nos efforts que nous pourrons relever le défi du terrorisme en Afrique et dans d'autres régions du monde.

Dans ce contexte, nous nous félicitons de la décision, prise récemment au Sommet de l'Union africaine à Kigali, de créer un fonds de lutte contre le terrorisme pour répondre aux besoins du continent en la matière, fonds qui jouera un rôle important pour éliminer le terrorisme sur tout le continent. Nous saluons également les mesures prises par le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et les institutions spécialisées des Nations Unies afin de fournir une assistance multiforme aux pays du bassin du lac Tchad. Des décisions importantes ont été prises et il faut maintenant les mettre en œuvre. En ce qui nous concerne, la Russie poursuivra sa coopération active avec les États d'Afrique, aux niveaux bilatéral et multilatéral.

M. Taula (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) : Je remercie les Secrétaires généraux adjoints, M. Feltman et M. O'Brien, de l'engagement personnel dont ils font preuve et de leurs réflexions en ce qui concerne le bassin du lac Tchad.

Comme nous l'avons entendu, cette région est confrontée à de multiples défis, très graves, notamment les conséquences environnementales et économiques des changements climatiques, l'absence de développement, des jeunes qui aspirent à une plus grande participation politique et économique, la chute des cours des produits de base et la présence de groupes faisant l'apologie d'une idéologie extrémiste. Nous sommes vivement préoccupés par le déplacement de millions de personnes à travers la région, pour la plupart des femmes et des enfants, suite aux activités de Boko Haram. Cette situation a été exacerbée par le nombre croissant d'attaques menées dans la région de Diffa, dans le sud du Niger. Ces déplacements à grande échelle risquent d'exacerber l'instabilité régionale, et nous convenons que des efforts concertés s'imposent en vue de la réinstallation et de la réadaptatation des populations touchées.

M. O'Brien a indiqué que plus de 9 millions de personnes avaient besoin d'une aide humanitaire dans le bassin du lac Tchad. Les activités persistantes de Boko Haram exacerbent une situation humanitaire déjà difficile. La perturbation des activités agricoles et d'élevage contribue à une crise alimentaire imminente dans le nord-est du Nigéria. D'où l'importance de la séance d'aujourd'hui, qui permet d'attirer l'attention du Conseil de sécurité et de la communauté internationale sur l'ampleur de ces problèmes.

Nous saluons les progrès réalisés par la Force multinationale mixte (FMM) et l'armée nigériane dans leur lutte contre Boko Haram, y compris la libération de plus de 2 000 otages et l'arrestation de membres importants de Boko Haram. Nous nous félicitons également du renforcement de la coordination des efforts des gouvernements de la région du bassin du lac Tchad, notamment en matière de partage des renseignements grâce à la mise en place, en avril, d'une cellule de centralisation du renseignement à N'Djamena.

La Nouvelle-Zélande appuie et encourage des solutions régionales aux problèmes régionaux. La FMM est un exemple concret d'intervention régionale, collective et coordonnée face à une menace intrinsèquement régionale et à caractère transfrontalier.

Il est essentiel de garantir un financement adéquat à la FMM. Il s'agit en fait d'un problème plus profond et persistant, ayant trait à la conception qu'a la communauté internationale du financement des opérations de paix et de lutte contre le terrorisme menées au niveau régional. La Nouvelle-Zélande appuie fermement les appels lancés par les pays africains en faveur d'une solution à long terme à ces problèmes de financement, qui garantisse aux organisations régionales un financement plus stable et prévisible, maisn'en reconnaît pas moins qu'il faut faire preuve de souplesse dans certaines situations.

Comme l'ont souligné les intervenants, ce n'est pas seulement une question de sécurité, et une riposte militaire n'est qu'une partie de la solution pour venir à bout de Boko Haram. Il faut remédier aux conditions qui ont permis à l'extrémisme de s'enraciner dans cette région, notamment la marginalisation politique et économique, un accès limité à l'éducation, de faibles débouchés économiques et professionnels et l'insécurité alimentaire.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant du Japon.

Je remercie M. Jeffrey Feltman et M. Stephen O'Brien de leurs importants exposés.

Le bassin du lac Tchad se trouve face à des facteurs de vulnérabilité croissants, d'une gravité alarmante. Quelque 9,2 millions de personnes – soit une population supérieure à celle de New York – ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence et sont confrontées à la menace des violences perpétrées par Boko Haram. La saison des pluies et les mauvaises récoltes ne feront qu'aggraver la situation. Le Japon est vivement préoccupé par la situation sur le terrain, qui exige des interventions ciblées et bien réfléchies. Je voudrais faire deux observations relativement à cette situation.

Premièrement, la coopération militaire régionale, par l'entremise de la Force multinationale mixte (FMM), est indispensable dans le bassin du lac Tchad. Cette initiative régionale, lancée par la Commission du bassin du lac Tchad, et prise en charge et dirigée par les différents pays, joue un rôle essentiel dans la stabilisation de la situation régionale. Ce n'est que grâce à des opérations efficaces menées par la FMM que les communautés vulnérables pourront avoir accès à l'aide humanitaire. Une fois ces zones libérées des rebelles de Boko Haram, de nombreuses autres activités pourront

être entreprises efficacement, en complément des efforts déployés par la FMM.

Le deuxième point que je voudrais souligner est que l'amélioration des conditions de vie est d'une importance tout aussi vitale pour la stabilisation de la région. L'ONU, les organisations régionales et sous-régionales, les gouvernements nationaux et les donateurs doivent tous œuvrer de concert pour permettre aux populations de retrouver leurs moyens de subsistance à long terme, tout en appuyant l'intervention humanitaire immédiate. La violence provoquée par Boko Haram est lourde de conséquencesl. L'emploi et l'économie locale des différents pays sont menacés, l'éducation et les services de santé ont disparu, les institutions locales sont mises à mal et ce sont les femmes et les enfants qui en sont les principales victimes. Il s'ensuit d'immenses difficultés pour la population au niveau local. Ainsi, à Diffa, au Niger, le commerce de spécialités locales – piments et poisson séché – est toujours interdit car l'on craint que les profits ne servent à financer Boko Haram. La culture du maïs est elle aussi interdite, de peur que les champs de maïs ne procurent un refuge à Boko Haram. En l'absence de développement socioéconomique, ce sont les moyens de subsistance de communautés tout entières qui sont en jeu.

Demain, le Conseil tiendra un débat public sur la consolidation de la paix en Afrique, dans lequel nous mettrons particulièrement l'accent sur le renforcement des institutions. Les communautés du bassin du lac Tchad ont un besoin immédiat d'assistance humanitaire, mais la mise en œuvre d'une intervention humanitaire ne saurait se substituer à la restitution à la population de ses moyens de subsistance et de ses institutions. Celle-ci a besoin de voir se généraliser l'autorité de l'État, elle a besoin d'une gouvernance crédible, d'une administration publique améliorée et d'une sécurité accrue. La communauté internationale doit être prête à appuyer la région dans ses besoins immédiats comme dans ses efforts de longue haleine pour pérenniser la paix. Le Japon se tient prêt à prendre sa part à cet effort.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

La séance est levée à midi.